

A bas la répression contre les grévistes et les jeunes !

Leçons des grèves de l'automne en défense des retraites



Getty



Reuters

A gauche : manifestation à Lyon le 19 octobre, lors de la journée d'action nationale qui a mobilisé 3,5 millions de personnes.

A droite : le 22 octobre, les flics forcent l'entrée de la raffinerie de Grandpuits bloquée par les grévistes.

1^{er} novembre – La lutte ouvrière en défense des retraites face aux attaques du gouvernement représente une des plus intenses batailles de classe que le pays ait connues depuis des années. La grève dans les raffineries et les principaux ports pétroliers, qui était au centre du mouvement, a réussi à fermer les douze raffineries du pays jusqu'à ce que le travail reprenne la semaine dernière. Les grèves à la SNCF et dans

les transports urbains et les aéroports ont paralysé les transports tandis que la pénurie contraignait à la fermeture les stations-service aux quatre coins du pays et commençait à menacer l'industrie dépendante du pétrole. La grève des ports pétroliers de Marseille et alentour a duré 33 jours et laissé quelque 80 navires en rade dans la Méditerranée. Les éboueurs ont cessé de collecter les ordures dans plus de dix villes, et à Marseille 11 000 tonnes de déchets se sont accumulées dans les rues.

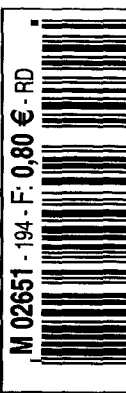
Dans tout le pays, des millions de personnes se sont mobilisées dans la rue tout au long de septembre et d'octobre. Pourtant,

défiant l'opposition de l'immense majorité de l'opinion publique à cette « réforme » des retraites voulue par Nicolas Sarkozy, le parlement a définitivement adopté la loi qui porte à 62 ans l'âge minimum de départ à la retraite, et à 67 ans celui pour bénéficier du taux plein – une augmentation de deux ans.

Non à un nouveau front populaire ! Pour un parti ouvrier révolutionnaire !

Fermement déterminé à améliorer la compétitivité du capitalisme français face à ses rivaux impérialistes, Sarkozy n'a pas lésiné sur les moyens pour faire plier les grévistes. Des centaines de CRS ont été déployés pour débloquer de force les raffineries, dépôts pétroliers et autres sites industriels. La ville de Donges, près de Nantes, où se trouve l'une des plus grandes raffineries du pays, a été mise en état de siège par une armée de CRS. A la raffinerie de Grandpuits, près de Paris, les grévistes ont reçu l'ordre, au nom de la « défense nationale », de se remettre au travail sous peine de faire six mois de

Suite page 17

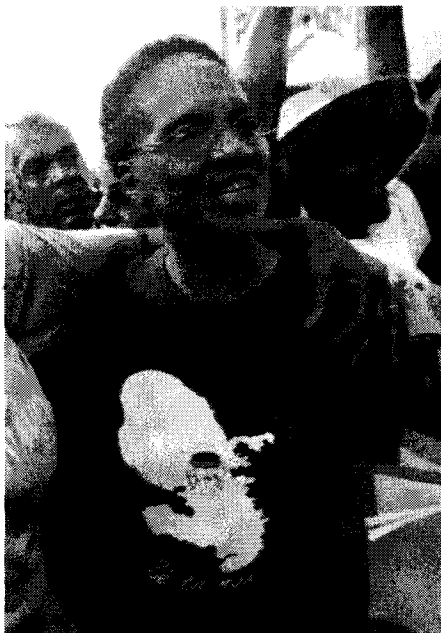


Procès colonial en Martinique

Levée des poursuites contre Ghislaine Joachim-Arnaud !

Paris, 16 décembre – Ghislaine Joachim-Arnaud, secrétaire générale de la CGTM (Confédération générale des travailleurs martiniquais) et dirigeante de Combat ouvrier, organisation martiniquaise et guadeloupéenne associée à Lutte ouvrière en France, était convoquée hier au tribunal de Fort-de-France. Elle est poursuivie par un capitaliste blanc descendant des grandes familles esclavagistes de l'île, Jean-François Hayot, pour « incitation à la haine raciale ». Joachim-Arnaud, une femme noire, est poursuivie pour avoir écrit en créole ce que disaient des milliers d'autres Martiniquais pendant la grève générale de février 2009, « *la Martinique est à nous ; une bande de békés, profiteurs, voleurs ; on va les foutre dehors.* »

Les békés sont les descendants des esclavagistes blancs qui continuent à régner sur la Martinique, où la division de classe entre capitalistes, petits-bourgeois et travailleurs recouvre encore largement une division raciale allant du blanc vers le noir. Un béké martiniquais très connu, Alain Huygues-Despointes, s'était distingué lors de cette grève générale avec un reportage diffusé sur Canal+ où il déclarait que les békés ne se mariaient pas avec les Noirs, et qu'il voulait « *préservé sa race* ». C'est le comble de l'arrogance coloniale pour les békés de poursuivre pour racisme une militante noire. Le parquet a requis 1 500 euros d'amende à l'encontre de Joachim-Arnaud, le jugement étant mis en délibéré au 2 mars. Le mouvement ouvrier des Antilles et de France doit se mobiliser pour mettre en échec la vindicte coloniale contre Joachim-Arnaud – *Etat colonial raciste, bas les pattes devant Joachim-Arnaud ! Levée immédiate des poursuites !*



France-Antilles

En persécutant Joachim-Arnaud la semaine même où était appelée une nouvelle grève générale en Guadeloupe, et presque 51 ans jour pour jour après le massacre colonial de trois travailleurs martiniquais en décembre 1959, l'Etat capitaliste français cherche à étouffer les protestations contre le fait que toutes les promesses faites lors de la grève de l'année dernière sont une à une vidées de tout contenu. L'Etat veut faire taire la CGTM, le K5F (le collectif de front populaire qui avait dirigé la grève générale en Martinique l'année dernière, et dont Joachim-Arnaud est aussi dirigeante), Combat ouvrier et le reste de la gauche. Il se sert pour cela des lois soi-disant contre le racisme, que nous avons toujours dénoncées comme des lois servant en réalité à renforcer les pouvoirs répressifs de l'Etat contre les travailleurs et les opprimés – y compris quand c'est un dirigeant du

PCF, Jean-Claude Gayssot, ex-ministre du gouvernement capitaliste de Jospin, qui l'avait parrainée.

Pour notre part, étant farouchement opposés au colonialisme français, nous serions en faveur de l'indépendance des colonies françaises. Mais nous sommes contre imposer l'annexion, la fédération ou même l'indépendance à un peuple quelconque, et donc nous ne revendiquons actuellement pas l'indépendance de la Martinique, notamment du fait que la grande majorité de la population y est opposée. Pour en finir avec la misère, l'exploitation capitaliste et l'oppression coloniale et raciale il n'y a d'autre solution que de lutter pour un gouvernement ouvrier en Martinique qui expropriera l'ensemble de la classe capitaliste et luttera pour des Caraïbes socialistes fédérées, où les Blancs acceptant le pouvoir des travailleurs auront toute leur place. Quant aux paroles reprochées à Joachim-Arnaud, elles montrent la capitulation politique des camarades antillais de Lutte ouvrière devant le nationalisme petit-bourgeois, dont le programme est d'ailleurs de partager aux dépens des travailleurs la rente coloniale aujourd'hui monopolisée par les békés, plutôt que de jeter les békés à la mer (voir nos articles parus dans *le Bolchévik* n° 189 et 192).

La lutte pour la révolution socialiste dans les Antilles est intimement liée à la lutte pour la révolution socialiste dans la métropole coloniale française et à l'extension de la révolution dans le reste des Caraïbes et de l'Amérique centrale, et aux Etats-Unis. Nous luttons pour construire le parti ouvrier révolutionnaire internationaliste indispensable à la victoire de ce programme. *Levée des poursuites contre Joachim-Arnaud ! Troupes, flics et juges français, hors de Martinique, Guadeloupe et Guyane !*

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José
 Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Marc Guétier
 Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévik est édité par la Société d'édition 3L, SARL au capital de 1 000 €. ISSN 0395-4269
 Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0915 P 11506. Distribué par Presstalis (ex-NMPP).
 Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

Les mineurs chiliens et l'héritage sanglant de Pinochet

Nous reproduisons ci-dessous la traduction d'un article publié dans le n° 970 (3 décembre 2010) de Workers Vanguard, le journal de nos camarades de la Spartacist League/U.S., section américaine de la Ligue communiste internationale.

* * *

En octobre dernier, le monde entier a suivi le sauvetage spectaculaire des 33 mineurs chiliens bloqués depuis plus de deux mois au fond de la mine de cuivre et d'or de San José. Sous le regard d'un milliard de téléspectateurs du monde entier, le Président chilien, le milliardaire Sebastián Piñera, a félicité un par un chacun des mineurs remontés à la surface. Joignant sa voix aux élans d'« unité nationale », l'ex-présidente socialiste Michelle Bachelet déclarait que cette opération de sauvetage « montrait la bravoure, le courage, la discipline et l'esprit d'équipe » du gouvernement capitaliste et des mineurs brutalement exploités.

Rompant avec ce délire patriotique, un des mineurs rescapés déclarait : « *Nous avons été les victimes des hommes d'affaires qui empochent des millions et qui n'ont rien à faire des souffrances des pauvres gens.* » Quelques heures à peine avant l'éboulement, des mineurs avaient signalé de forts craquements annonciateurs d'une catastrophe imminente, mais leur demande de faire évacuer la mine avait été rejetée. Après l'éboulement, les mineurs avaient cherché à s'échapper en empruntant une échelle de secours située dans un conduit de ventilation, pour découvrir avec horreur que les exploitants de la mine n'avaient pas jugé bon de prolonger cette échelle jusqu'à la surface. Deux jours plus tard, un nouvel éboulement obstruait le puits et bloquait les mineurs au fond.

La mine de San José, située près de la ville de Copiapó, dans le nord du Chili, était connue depuis des années pour sa dangerosité – 16 travailleurs y ont trouvé la mort ces dernières années. En 2007, le gouvernement avait ordonné sa fermeture, mais il avait ensuite autorisé la reprise des activités alors même que les aménagements qui avaient été demandés pour améliorer la sécurité – dont l'échelle de secours – n'avaient pas été réalisés. Peu après l'éboulement, l'épouse d'un des mineurs bloqués au fond évoquait les craintes exprimées quelques semaines plus tôt par son mari : « *Il disait qu'un éboulement était déjà en cours dans la mine [...]. Tous les mineurs le savaient, mais quand ils en ont parlé avec les propriétaires de la mine en leur demandant de faire quelque chose, les patrons ont dit : "Si vous ne voulez pas travailler dans la mine, alors levez-vous et allez-vous-en" »* (The Mirror de Londres, 26 août).

Après le sauvetage des mineurs, Piñera déclarait d'un ton solennel : « *Plus jamais, dans notre pays, nous ne permettrons que des gens travaillent dans des conditions si dangereuses et inhumaines.* » Mais dès que les caméras eurent arrêté de filmer, ce fut le retour à la routine habituelle pour les capitalistes. Quelques semaines plus tard, deux mineurs étaient tués dans une autre mine proche de Copiapó, et la seule réaction du ministre des Mines fut de publier un court message sur Twitter. A l'heure où nous écrivons, cela fait près de quatre semaines que les mineurs sont en grève à Collahuasi, la quatrième plus grande mine de cuivre du monde, qui



Reuters

Ci-dessus : colportant le mensonge de l'« unité nationale » entre travailleurs et exploités, le président chilien Piñera (au centre à droite) entonne l'hymne national pendant l'opération de sauvetage dans la mine de San José, le 13 octobre. Ci-dessous : les mineurs en grève de Collahuasi défilent avec un cercueil symbolique le 8 novembre.



Bloomberg

appartient aux multinationales minières Xstrata et Anglo-American. En dépit d'un prix du cuivre sur le marché mondial proche des records, les patrons opposent une fin de non recevoir aux demandes d'augmentation de salaire des mineurs et tiennent à imposer une augmentation des heures de travail.

Les mineurs du Chili, le premier producteur mondial de cuivre, représentent une concentration considérable de puissance de classe prolétarienne. Dans l'immense mine à ciel ouvert d'Escondida, 4 000 travailleurs extraient près de 10 % de la production mondiale de cuivre. Il y a un danger inhérent à l'exploitation des mines souterraines ; on l'a encore vu en novembre dernier quand des explosions ont provoqué la mort de 29 mineurs néo-zélandais. Mais les conditions de travail des mineurs chiliens, qui sont presque 50 à avoir trouvé la mort dans des accidents l'année dernière, sont particulièrement périlleuses. Bien que le Chili n'abrite que 1 % des mineurs du monde, il compte 8 % des accidents mortels. Le danger est particulièrement élevé dans les mines de petite et

moyenne taille, qui ne sont souvent pas dotées des technologies modernes et qui rognent sur les mesures de sécurité élémentaires. Les salaires des travailleurs de la mine de taille moyenne qu'est San José sont tellement bas que leurs familles vivent pour la plupart dans des cabanons improvisés, sans électricité ni eau courante.

Piñera et Pinochet

La couverture médiatique élogieuse du sauvetage faisait partie d'une campagne du régime pour faire oublier ses liens avec le règne meurtrier du général Augusto Pinochet, l'auteur du coup d'Etat qui avait renversé le gouvernement de front populaire du Président socialiste Salvador Allende en septembre 1973. Encouragé et soutenu par l'impérialisme US, Pinochet s'était hissé au pouvoir sur des montagnes de cadavres, assassinant au moins 30 000 militants de gauche, ouvriers et paysans. La dictature précipita des milliers et des milliers de personnes dans l'enfer de ses camps de concentration, et en contraignit plus de 100 000 à l'exil. Pour briser les reins à la classe ouvrière, le régime de Pinochet prit aussi directement pour cible les puissants syndicats du pays, et notamment celui des mineurs, le secteur le mieux organisé et le plus combatif du prolétariat chilien.

En fait, le gouvernement conduit par le Parti de la rénovation nationale de Piñera a des liens directs avec le règne de terreur de Pinochet. Le frère du Président, José Piñera, a rédigé le code du travail anti-syndicats adopté en 1979. Malgré quelques réformes cosmétiques introduites par la coalition de la « Concertación », menée par les socialistes et les démocrates-chrétiens, qui a succédé à Pinochet en 1990 et a dirigé le Chili pendant une vingtaine d'années, ce code du travail est toujours en vigueur aujourd'hui. Il stipule que les négociations entre patrons et syndicats ne peuvent avoir lieu qu'usine par usine – pas au niveau national ou à celui d'une industrie –, et il restreint sévèrement le type de questions que les syndicats peuvent négocier. Le recours massif au travail

temporaire et à la sous-traitance est autorisé, au point qu'aujourd'hui la majorité des travailleurs de l'industrie minière chilienne ont des contrats temporaires, avec des prestations sociales et des droits très limités. Dans la même veine, la réglementation sur l'hygiène et la sécurité a été démantelée, et les inspections du travail réduites à la portion congrue : ainsi, il n'y a aujourd'hui que trois inspecteurs du travail pour près de 900 mines dans la région d'Atacama, où est située la mine de San José.

De fait, le sinistre héritage du coup d'Etat de 1973 hantait les familles des mineurs bloqués au fond de la mine comme un cauchemar récurrent. Beaucoup se rappellent les 16 ouvriers de la région de Copiapó massacrés au petit matin du 17 octobre 1973 par les soldats de la « caravane de la mort ». Cet escadron de la mort de sinistre mémoire, placé sous les ordres directs de Pinochet, était transporté de ville en ville par des hélicoptères de l'armée pour perpétrer des assassinats de militants de gauche et d'ouvriers militants. Parmi ceux qui furent assassinés dans cette région figurait Agustín Villaroel, un mineur de salpêtre membre du Parti communiste (PC). Son corps et celui d'autres militants furent jetés dans une mine, où leurs restes ont été retrouvés en 1990 après le départ de Pinochet. Le fils d'Agustín Villaroel comparait dans une déclaration au *New York Times* (14 octobre) cette exhumation à l'opération de sauvetage de San José, en expliquant que « la seule différence est que nous n'avons pas utilisé une capsule pour remonter ce qui restait de leurs corps. Nous avons utilisé un seau pour les quelques os que nous avons pu retrouver. »

La trahison du front populaire

Le coup d'Etat de Pinochet a mis fin, de façon sanglante, à l'expérience du gouvernement d'Unité populaire (UP) dirigé par Allende, et qui avait été élu en 1970. L'UP était un front populaire – une coalition réunissant d'un côté le Parti socialiste (PS) et le PC, et de l'autre le Parti radical, un petit parti bourgeois, ainsi que quelques personnalités démocrates-chrétiennes. Le gouvernement de l'UP n'était pas, comme le prétendaient les réformistes du monde entier, un « gouvernement populaire » engagé sur la « voie pacifique vers le socialisme ». C'était un gouvernement *bourgeois* qui s'était engagé à préserver la propriété privée capitaliste.

Certains groupes de gauche reprochaient à Allende de ne pas prendre des mesures radicales contre la bourgeoisie. Mais en fait, l'alliance du PS et du PC avec des partis de la bourgeoisie était la garantie que les partis ouvriers réformistes – même sous la pression de leur base – ne prendraient aucune mesure qui aurait pu menacer le système de profit capitaliste. Avant son investiture, Allende avait signé un accord où il s'engageait à ne pas autoriser la création de forces armées « privées » – autrement dit, qu'il ne tolérerait pas la création de milices ouvrières. Il avait aussi accepté de nommer seulement des officiers formés dans les académies militaires traditionnelles. Ayant ainsi promis de ne pas interférer avec les forces armées bourgeoises, Allende trompa la classe ouvrière en prêchant la confiance dans la prétendue « neutralité » de l'armée « démocratique ».

La Tendance spartaciste s'est distinguée du reste de la gauche internationale par son opposition à toute forme de soutien politique à l'Unité populaire :



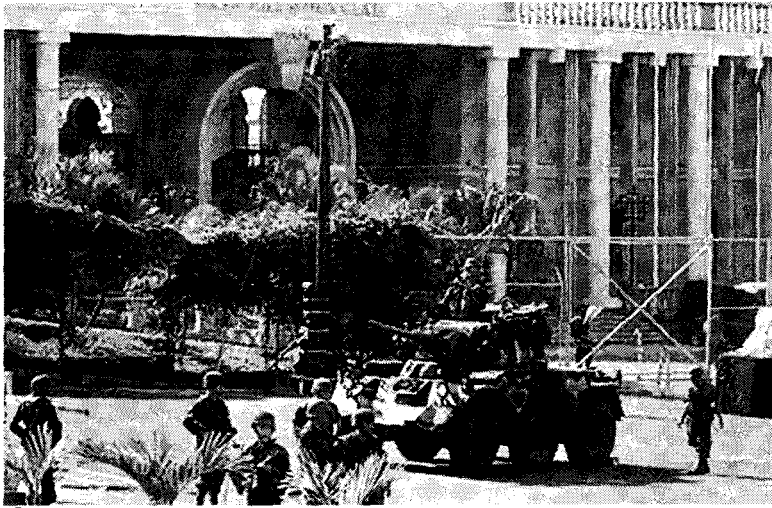
Salvador Allende (à droite) avec son commandant en chef Augusto Pinochet, un mois avant le coup d'Etat militaire de septembre 1973. Ci-dessous : plus tôt cette année-là, le gouvernement de front populaire d'Allende avait envoyé ses flics réprimer une manifestation de 4 000 grévistes de la mine de cuivre d'El Teniente à Santiago.

London Times

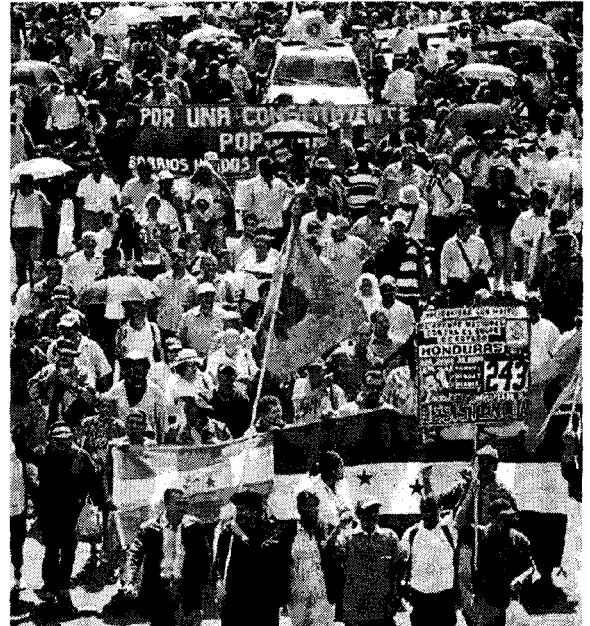


Forgeons un parti ouvrier révolutionnaire internationaliste !

Honduras : Les masses en lutte font face à la répression militaire



A gauche : des soldats encerclent le palais présidentiel à Tegucigalpa pendant le coup d'Etat du 28 juin 2009 contre Manuel Zelaya. A droite : les partisans du mouvement de résistance pro-Zelaya et les organisations d'enseignants défilent dans la capitale le 25 février 2010.



Reuters

Nous publions ci-dessous un article traduit de Workers Vanguard, n° 964 (10 septembre), le journal de notre section américaine.

* * *

Depuis le renversement par l'armée en juin 2009 du président Manuel Zelaya, dit « Mel », un populiste bourgeois, de vives luttes sociales secouent le Honduras, une néocolonie américaine réduite à la misère. Au Premier Mai, environ 50 000 personnes ont défilé dans les rues de la capitale Tegucigalpa, et dans tout le pays des milliers de personnes ont manifesté le 28 juin, jour anniversaire du coup d'Etat. Le syndicat des enseignants, fort de 65 000 membres, est en grève depuis le 9 août contre la confiscation par le gouvernement de plus de 150 millions de dollars du fonds de retraite géré par les syndicats, et contre le plan de privatisation des instituts de formation des enseignants.

En solidarité avec les enseignants, les fédérations syndicales appellent à des grèves le 7 septembre et le 12 octobre dans la perspective d'une grève générale, et elles réclament une augmentation du salaire minimum ainsi que l'arrêt de la privatisation des services publics. Les paysans ont aussi manifesté pour réclamer des crédits bon marché et pour défendre un décret de réforme agraire promulgué sous Zelaya. Ces courageuses manifestations d'opposition populaire au régime issu du coup d'Etat ont lieu malgré la répression brutale de l'armée, de la police et de mystérieux escadrons de la mort. Des dizaines d'opposants ont été assassinés depuis le coup d'Etat, et des milliers de personnes ont été arrêtées, kidnappées, torturées, violées ou passées à tabac.

Les élections de novembre 2009, boycottées par une grande partie des électeurs, ont mis en place comme nouveau président le candidat du Parti national, Porfirio Lobo. Il rem-

plaçait Roberto Micheletti, figure de proue du coup d'Etat et membre du Parti libéral, en tant que visage civil du gouvernement soutenu par l'armée. Après son investiture en janvier 2010, Lobo a amnistié les acteurs du coup d'Etat et chassé du pays Zelaya ; ce dernier, qui avait réussi à rentrer au Honduras et avait trouvé asile à l'ambassade du Brésil, a dû s'exiler en République dominicaine. Le gouvernement Obama a salué ces tentatives de « *réconciliation nationale* » et a pesé de tout son poids pour obtenir la reconnaissance internationale du gouvernement Lobo. Pendant ce temps, comme l'attestent de nombreux groupes de défense des droits de l'homme, le « nouveau » régime hondurien a immédiatement intensifié la répression, ciblant en particulier les syndicalistes, les journalistes et leurs familles, ainsi que les dirigeants et les sympathisants du Front national de résistance populaire (FNRP), un mouvement populiste bourgeois de masse pro-Zelaya qui s'était constitué immédiatement après le coup d'Etat.

Le coup d'Etat de l'armée hondurienne de juin 2009 a été perpétré à l'instigation de l'impérialisme US et/ou de ses laquais honduriens. La présidence de Zelaya avait pris un caractère de plus en plus populiste après avoir été confrontée à une agitation sociale marquée par des grèves, des occupations de terres et des manifestations. Pour désamorcer l'agitation sociale, Zelaya avait mis en œuvre plusieurs réformes positives ; en 2008 il avait fait alliance avec Hugo Chávez, le président populiste du Venezuela. Ces initiatives avaient provoqué une polarisation de plus en plus marquée au sein de la bourgeoisie entre d'un côté les partisans de Zelaya, de l'autre les oligarques partisans d'une ligne plus dure, l'armée hondurienne et les impérialistes américains. Le patronat local avait été particulièrement irrité quand, en décembre 2008, Zelaya avait annoncé une augmentation de 60 % du salaire mini-

mum. Un référendum non contraignant sur la convocation d'une assemblée constituante, que Zelaya avait prévu d'organiser le 28 juin 2009, est devenu le prétexte pour le coup d'Etat militaire et l'état de siège.

Il ne s'agissait pas juste d'une querelle interne à la bourgeoisie dans laquelle la classe ouvrière n'avait pas à choisir son camp. Il fallait que le prolétariat s'oppose au coup d'Etat et défende les réformes gagnées sous Zelaya. Le coup d'Etat menaçait la capacité de la classe ouvrière à s'organiser en défense de ses propres intérêts, et constituait une attaque contre tous les opprimés. Sans donner le moindre soutien *politique* au gouvernement bourgeois populiste de Zelaya, les marxistes avaient le devoir de défendre *militairement* Zelaya et ses partisans contre le coup d'Etat, et de se placer du côté des masses dans les rues, tout en luttant pour que le prolétariat apparaisse sous son propre drapeau.

Pour les marxistes, c'est un devoir élémentaire de défendre les droits démocratiques bourgeois et les autres acquis des ouvriers et des opprimés lorsque ceux-ci sont attaqués. En 2005 au Mexique, le gouvernement de droite du Parti d'action nationale (PAN) de Vicente Fox avait tenté d'interdire à Andrés Manuel López Obrador, le candidat du Parti de la révolution démocratique (PRD), d'être candidat à l'élection présidentielle. Même s'il s'agissait d'une mesure juridique, et non d'un coup d'Etat militaire comme au Honduras, nos camarades du Grupo Espartaquista de México se sont opposés à cette attaque :

« Cette attaque aurait représenté une menace contre le mince voile "démocratique" qui couvre le capitalisme mexicain instable, et aurait renforcé la tyrannie d'Etat. Nous, les spartacistes, nous sommes opposés aux attaques du PAN contre les droits démocratiques élémentaires de la population tout entière : fondamentalement, le droit des gens de voter pour qui ils veulent. [...] Nous avons adopté cette position sans donner aucun soutien politique au PRD et en expliquant clairement la nature bourgeoise et donc intrinsèquement anti-ouvrière du PRD. »

– « Mexique : López Obrador, les droits démocratiques et les tâches de la classe ouvrière », *Workers Vanguard* n° 853 et 855, 2 et 30 septembre 2005

Défendre les militants syndicaux honduriens et autres victimes d'une répression violente est dans l'intérêt direct du prolétariat international. Les travailleurs et les militants de gauche aux Etats-Unis ont un devoir particulier de défendre les masses honduriennes. Depuis la proclamation de la Doctrine Monroe, la classe dirigeante US considère l'Amérique centrale et les Caraïbes comme son pré carré. Malgré quelques divergences politiques, les administrations de George W. Bush et de Barack Obama ont toutes deux contribué à planter le décor pour le renversement de Zelaya. La Maison Blanche d'Obama a par la suite appuyé le gouvernement issu du coup d'Etat, et a apporté un soutien appuyé au régime de Lobo qui lui a succédé. La Spartacist League/U.S. se bat pour mobiliser contre l'impérialisme US une opposition aux deux partis capitalistes, les démocrates et les républicains, basée sur le prolétariat.

L'Amérique centrale et la révolution permanente

Le Honduras est l'un des pays les plus pauvres de l'hémisphère occidental. Il est situé dans l'isthme de l'Amérique centrale qui est divisé en petits Etats marginalisés, sous la botte de l'impérialisme US. Longtemps encore après la Deuxième Guerre mondiale, le Honduras était la « république bananière » par excellence, dominée par les sociétés United Fruit et Standard Fruit. Mais aujourd'hui l'économie n'est

Le président hondurien Zelaya, chassé de son pays, est accueilli le 5 mars 2010 à Caracas par le président vénézuélien, le populiste bourgeois Hugo Chávez.



Reuters

plus complètement dépendante des traditionnelles cultures d'exportation. Il existe aussi un secteur d'industries légères de type *maquiladora*, qui emploie plus de 100 000 ouvriers. Pour préserver son pouvoir, la minuscule et faible bourgeoisie hondurienne s'appuie sur son corps d'officiers bonapartistes et surtout sur le soutien des impérialistes américains.

Le rôle que joue la bourgeoisie hondurienne pour le compte de l'impérialisme US dans la région est apparu très clairement dans les années 1980, lorsque les forces armées américaines ont utilisé le Honduras – surnommé le « porte-avions insubmersible » de Washington – comme base stratégique d'opérations contre le Nicaragua sandiniste et les guérillas de gauche au Salvador et au Guatemala. Les sales guerres de l'impérialisme US en Amérique centrale faisaient partie intégrante de sa campagne pour la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique, un Etat ouvrier dégénéré, et pour renverser les acquis de la Révolution cubaine ; derrière les insurgés de gauche, c'étaient Cuba et l'URSS qui étaient visés.

Le Honduras servait de base arrière aux contre-révolutionnaires *contras* qui cherchaient à renverser dans le sang le gouvernement nationaliste de gauche sandiniste au Nicaragua. L'insurrection de 1979 menée par les sandinistes, qui renversa la dictature honnie de Somoza, avait démantelé l'appareil de répression capitaliste, avec la fuite en exil de la Garde nationale (accompagnée par une partie de la bourgeoisie). Nous avons lutté pour la défense de la révolution nicaraguayenne, en appelant les travailleurs à la parachever en expropriant ce qui restait de la bourgeoisie et à étendre la révolution socialiste dans toute l'Amérique centrale. Après dix ans d'attaques des assassins *contras* et un blocus de famine imposé par les Etats-Unis, la stratégie sans issue des sandinistes, qui consistait à négocier avec les impérialistes et à permettre aux capitalistes locaux de garder le contrôle de l'économie, a démolis les masses nicaraguayennes épuisées. En 1990, un régime bourgeois soutenu par les Etats-Unis a été élu, marquant la reconsolidation d'un Etat capitaliste.

Les Etats-Unis ont aussi fait appel à l'armée hondurienne pour écraser au Salvador le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) – une guérilla de gauche populaire qui combattait la junte militaire meurtrière soutenue par les Etats-Unis. Nous avons appelé à la victoire militaire des militants de gauche salvadoriens et à une révolution ouvrière, en expliquant que la défense de Cuba et de l'URSS

Suite page 13

**Pour l'indépendance du Québec !
Forgeons un parti ouvrier révolutionnaire binational !**

**Québec Solidaire ne sert pas
les intérêts des travailleurs**

Dans tout le pays, les dirigeants capitalistes utilisent le prétexte de la crise économique pour s'attaquer sauvagement aux emplois et au niveau de vie des travailleurs. Au Québec, le gouvernement libéral de Jean Charest a déposé un budget



d'austérité prévoyant un gel des salaires dans la fonction publique et des frais modérateurs [ticket modérateur] dans le système de santé, ce qui a provoqué une vague de protestations. A Montréal le 20 mars, plus de 75 000 syndiqués ont manifesté pour s'opposer aux attaques du gouvernement Charest contre les travailleurs du secteur public qui luttent pour une nouvelle convention collective. Onze jours plus tard, ce sont 12 000 personnes qui sont descendues dans la rue pendant un après-midi de travail pour manifester contre le budget. Puis, le Premier Mai, 15 000 personnes ont pris part à la marche syndicale.

Toutes ces manifestations ont été beaucoup plus importantes que partout ailleurs au Canada anglais, où les travailleurs sont frappés par des mesures d'austérité tout aussi sévères. Le fait est que depuis les années 1960, quels que soient les hauts et les bas de la lutte des classes, les batailles ouvrières au Québec sont généralement numériquement plus puissantes et souvent plus profondes qu'au Canada anglais. Ces conflits de classes sont en grande partie attisés par l'oppression nationale des Québécois francophones dans un Canada « uni » dominé par le chauvinisme canadien anglais.

Au Québec, comme ailleurs, pour que la lutte contre les attaques capitalistes soit victorieuse, il faut une direction qui comprenne que les intérêts de la classe ouvrière et de la classe des exploiters capitalistes sont diamétralement opposés. L'exploitation et la misère sans fin qui sont caractéristiques de la société capitaliste ne seront éradiquées que lorsque la classe ouvrière, à la tête de tous les opprimés, renversera le pouvoir du capital et établira un Etat ouvrier, ouvrant ainsi la voie à un avenir socialiste égalitaire. La Ligue trotskyste/Trotskyist League lutte pour forger l'outil essentiel à la direction de ce combat : un parti ouvrier révolutionnaire basé sur le programme marxiste.

Par contre, les différents groupes de la gauche réformiste actifs au Québec s'efforcent de lier les ouvriers à l'ennemi de classe, que ce soit en soutenant les bureaucrates syndicaux procapitalistes, en appuyant les nationalistes bourgeois québécois ou même, dans certains cas, en se faisant complices du pouvoir chauvin au Canada anglais. Au Québec, comme ailleurs, la gauche s'enlise de plus en plus dans la « politique du possible », surtout depuis 20 ans. Elle ne prétend plus avoir une perspective prolétarienne ou révolutionnaire, même simplement « pour la forme », mais propose plutôt des projets soi-disant plus « réalistes » de rapiéçage du capitalisme.

Cette régression politique est due à la destruction contre-



Front Commun SISP-CSN-FTQ

Montréal le 20 mars : rassemblement syndical de masse contre les attaques du gouvernement Charest contre les travailleurs du secteur public.

révolutionnaire, en 1991-1992, de l'Union soviétique, premier Etat ouvrier au monde et issu de la révolution prolétarienne d'Octobre 1917. Cette défaite catastrophique a non seulement encouragé les capitalistes à redoubler leurs attaques, mais elle a aussi fait reculer (à des degrés divers) la

**Les pseudo-marxistes unis derrière
le populisme petit-bourgeois**

conscience de la classe ouvrière au niveau mondial. Même les couches les plus avancées du prolétariat ne voient en général plus le socialisme ou le communisme comme quelque chose de possible ou même de souhaitable. Quant à la grande majorité des groupes se disant socialistes, ils ont viré très fort à droite, que ce soit au niveau de leur idéologie officielle ou de leurs actions.

Au Québec aujourd'hui, pratiquement tous les groupes se réclamant du marxisme se sont rassemblés dans Québec Solidaire (QS), une formation nationaliste petite-bourgeoise qui se présente comme une alternative de gauche aux deux principaux partis capitalistes, le Parti libéral fédéraliste et le Parti québécois (PQ) nationaliste bourgeois. La convention haute-

ment médiatisée de QS s'est tenue en novembre dernier [2009], un an après l'élection de son premier député à l'Assemblée nationale. Le programme qui y a été discuté se gardait bien de toute remise en cause, si timide soit-elle, du système capitaliste, parlant plutôt de construction d'une « alliance démocratique, sociale et nationale » avec le PQ et d'autres en faveur de « la souveraineté populaire ». Depuis sa fondation en 2006, le discours de QS n'est jamais allé plus loin que le radicalisme bourgeois de gauche. Ses « principes et orientations » fondateurs prônent la « démocratie », le pacifisme et l'environnementalisme – tous des variantes de l'idéologie bourgeoise – mais pas le socialisme ni la lutte des classes, et cela explicitement.

De par sa composition sociale et son orientation politique, QS n'est pas tellement différent du PQ à ses débuts, avant qu'il n'accède au pouvoir à la fin des années 1960 et au début des années 1970. Un ministre de la Justice de droite à l'époque avait qualifié René Lévesque, dirigeant fondateur du PQ, de « Fidel Castro du Québec », alors que toute une gamme de radicaux et de nationalistes de gauche se ralliaient au nouveau parti. Bien sûr, malgré leurs discours occasionnels sur un « projet de société » nouveau, Lévesque et le PQ n'ont jamais prétendu être socialistes ou pro-classe ouvrière. Mais Québec Solidaire de nos jours ne le prétend pas non plus.

Cela ne constitue pas le moins du monde un obstacle pour la galerie de charlatans pseudo-marxistes rassemblés dans QS. On y trouve Socialisme international (SI), dont le dirigeant québécois Benoît Renaud joue aussi le rôle de secrétaire général de QS. Gauche Socialiste (GS), section québécoise du Secrétariat unifié (SU) de feu Ernest Mandel, et le Parti communiste du Québec (PCQ), une scission du Parti communiste du Canada (PCC) chauvin canadien, sont tous deux affiliés à QS en tant que « collectifs ». La Riposte, adhérente de la Tendence marxiste internationale (TMI), et le Mouvement pour le Parti socialiste, affilié au Comité pour une internationale ouvrière (CIO) de Peter Taaffe sont aussi récemment entrés dans QS. Les opportunistes inénarrables du PCC font également du travail dans QS. Tous ces groupes appuient, sans critique majeure, la direction de QS.

Malgré quelques liens ténus avec des bureaucrates syndicaux « de gauche » au Conseil central de Montréal de la Centrale des syndicats nationaux (CSN), QS ne possède aucune base organique dans la classe ouvrière québécoise et n'en recherche d'ailleurs aucune. Certains groupes de gauche – tels La Riposte et « Masse Critique », cette dernière animée par l'ancien dirigeant maoïste Roger Rashi – voudraient que QS cherche à établir des liens plus étroits avec le mouvement ouvrier organisé. Mais ils n'aspirent qu'à créer une version québécoise du NPD [Nouveau Parti démocratique] social-démocrate ou, au mieux, une formation réformiste « de gauche » du genre du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) en France. Citant le NPA en exemple (et saluant au passage le « socialisme du 21^e siècle » du dirigeant populiste bourgeois vénézuélien Hugo Chávez), Rashi écrit :

« Ces diverses expériences de la gauche-de-la-gauche doivent être replacées dans le contexte historique plus large de la reconstruction de la gauche après l'effondrement du socialisme soviétique et la faillite de la troisième voie social-démocrate [...]. Dans cette perspective, les expériences à "gauche-de-la-gauche" dans les pays occidentaux et celles du "socialisme du 21^e siècle" en Amérique latine, prennent une nouvelle dimension et une importance historique. »

– Québec solidaire : une formation politique à la « gauche de la gauche » ? », *Presse-toi à gauche*, 15 décembre 2009

Le NPA fut fondé en 2009 pour succéder à la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section-phare du SU. Loin d'être à la « gauche-de-la-gauche », la constitution de ce nouveau parti représente un pas vers la droite même pour la LCR social-démocrate. Comme l'ont fait remarquer nos camarades de la Ligue trotskyste de France :

« Pour mettre les points sur les "i", le congrès du NPA s'est décidé à une claire majorité pour la dénomination "nouveau parti anticapitaliste" plutôt que "parti anticapitaliste révolutionnaire". De rajouter le mot "révolutionnaire", comme le proposaient, pour couvrir leur propre réformisme, les charlatans de l'ancienne minorité de Lutte ouvrière (LO) et autres militants de gauche qui ont adhéré au NPA, n'aurait rien changé. Mais de l'ôter, ainsi que toute référence au communisme, à Lénine ou Trotsky, ou même à Marx à l'exception de deux citations du *Manifeste du Parti communiste*, est une promesse explicite à la bourgeoisie qu'ils sont des ennemis de la révolution socialiste. »

– « Les sociaux-démocrates du NPA trahissent la classe ouvrière et les opprimés », *le Bolchévik* n° 187, mars 2009

Les « regroupements » réformistes et populistes comme le NPA et Québec Solidaire ne représentent pas « un pas en avant » pour la classe ouvrière : ils représentent de nouveaux obstacles au combat pour forger un parti d'avant-garde marxiste.

Le réformisme et la question nationale

L'un des principaux débats lors de la convention de QS a porté sur quelle attitude avoir par rapport à l'indépendance du Québec. Étant donné que cette organisation est essentiellement composée de francophones déçus par le PQ, il n'est pas surprenant que QS ait adopté une position prônant l'indépendance (ou, indistinctement, la souveraineté). Le PCC et La Riposte, branche québécoise du groupe Fightback au Canada anglais, se sont opposés à cette décision.

Pour La Riposte, le soutien à l'indépendance est une capitulation devant « l'aile droite » et c'est « un crime », de se focaliser sur cette question (« Le congrès de Québec Solidaire 2009, une opportunité manquée », marxiste.qc.ca, 1^{er} février). Ils comparent même la question nationale à un « débat d'ordre sémantique » ! La Riposte, tout en prétendant être pour le droit à l'autodétermination du Québec, articule en fait une position *opposée* à l'indépendance du Québec et *en faveur* d'une alliance de QS avec le NPD canadien anglais – un parti qui a toujours défendu l'« unité canadienne » chauvine contre les droits nationaux du Québec. Une telle position aurait été catégoriquement rejetée par le dirigeant bolchévique V.I. Lénine, qui affirmait plutôt : « *Ne peut être socialiste un prolétariat qui prend son parti de la moindre violence exercée par "sa" nation à l'encontre d'autres nations* » (« Le socialisme et la guerre », juillet-août 1915).

D'autres groupes approuvent la position de QS sur la question nationale. Mais l'approche de groupes comme Gauche socialiste et le PCQ n'a rien à voir avec le léninisme et tout à voir avec leur soutien au nationalisme bourgeois « progressiste ». GS et les groupes du SU qui l'ont précédée ont toujours appuyé les législations discriminatoires imposant l'usage du français comme langue unique, telle la Loi 101 introduite par le premier gouvernement du PQ à la fin des années 1970. Cette loi antidémocratique interdit l'enseignement en anglais pour les enfants d'immigrés et limite fortement l'affichage dans toute autre langue que le français. Le PCQ, quant à lui, a intégré la fleur de lys nationaliste dans son emblème et a ouvertement appuyé le Bloc québécois nationaliste bourgeois au cours d'élections parlementaires fédérales.

Les marxistes révolutionnaires authentiques prônent l'indépendance du Québec dans le cadre d'un programme de lutte de classes contre *toutes* les ailes de la bourgeoisie. Cela signifie en premier lieu se battre contre le chauvinisme anglophone dominant, encouragé par le NPD et la bureaucratie syndicale centrale. En soutenant l'indépendance nous cherchons aussi à arracher les travailleurs québécois à l'emprise de leurs propres exploiters francophones, ainsi qu'à celle des nationalistes bourgeois du PQ et du Bloc québécois. Nous sommes opposés aux lois linguistiques discriminatoires, tant au Canada anglais qu'au Québec, et demandons des droits linguistiques égaux pour tous, y compris en matière d'éducation et dans les services gouvernementaux.

La classe ouvrière québécoise, qui s'est développée avec l'industrialisation du début du 20^e siècle, a été à la fois victime de l'oppression nationale et force motrice de la lutte contre cette même oppression. Au début des années 1960, la bourgeoisie québécoise a commencé à se consolider grâce à des réformes comme la nationalisation de l'hydroélectricité, remplaçant l'establishment des capitalistes anglophones de Westmount et leurs fidèles satrapes dans l'Eglise catholique. C'est ce qu'on appelle la Révolution tranquille : d'arrière-pays ensoutané, le Québec s'est transformé en une société capitaliste moderne. Le français devint la langue principale de la vie quotidienne, civique et commerciale, contrastant avec le passé où l'on disait aux travailleurs québécois de « Speak White » (« parlez blanc ») lorsqu'ils s'adressaient aux superviseurs anglophones. A partir des années 1970, en partie à cause des nouvelles lois restrictives sur la langue, les Québécois commencèrent aussi à assimiler un nombre important de nouveaux immigrés ainsi que leurs enfants.

Durant toute cette période, il y eut plusieurs vagues de luttes combattives qui culminèrent avec la grève générale de mai 1972, lorsque les travailleurs prirent le contrôle de villes entières. Ces luttes furent critiquées par les dirigeants chauvins du mouvement ouvrier anglo-canadien. David Lewis, dirigeant du NPD, approuva publiquement l'emprisonnement des chefs syndicaux québécois, tandis que Donald McDonald, président du Congrès du Travail du Canada [CTC], expliquant clairement que le CTC était contre la grève, déclara : « le CTC n'est pas intéressé et ne prendra part à aucune tentative de renverser un gouvernement démocratiquement élu » (*Globe and Mail*, 15 mai 1972). S'alliant ouvertement au gouvernement d'Ottawa contre le « séparatisme » québécois, un rapport de l'exécutif à la convention du CTC ajoutait :

« Il est donc essentiel que le Congrès et ses syndicats affiliés s'opposent aux éléments qui, où que ce soit au Canada, plaident pour la destruction de la Confédération ou pour une réduction des pouvoirs fédéraux afin de poursuivre des objectifs régionaux égoïstes. »

L'hostilité des chefs du CTC, qui est due au fait qu'ils jouent le rôle de lieutenants ouvriers de la classe capitaliste canadienne, contribua à pousser les ouvriers québécois dans les bras du PQ nationaliste bourgeois, qui gagna ses premières élections en 1976. Le PQ se tourna ensuite contre le mouvement ouvrier, surtout après la défaite référendaire de 1980, cassant des grèves et imposant des mesures d'austérité draconiennes. C'est ce qu'il fera d'ailleurs de nouveau après la défaite du deuxième référendum sur la souveraineté en 1995. Mais les dirigeants traîtres du mouvement ouvrier québécois restèrent et restent encore fidèles au PQ, utilisant le nationalisme bourgeois pour faire dérailler les luttes ouvrières.

Etant donné que le Québec est retenu de force dans un Canada « uni », la classe ouvrière est profondément divisée sur des bases nationales. Le chauvinisme anglais et le nationa-



CSN-CEQ

Manifestation syndicale lors de la grève générale semi-insurrectionnelle de 1972 au Québec

lisme québécois, qui se nourrissent mutuellement, servent à enchaîner les travailleurs à leurs propres exploiters et à fomentier le racisme contre les minorités ethniques dans chacune des nations. L'indépendance du Québec ne mettra évidemment pas fin à l'exploitation et à l'oppression intrinsèques du système capitaliste. Mais en enlevant la question nationale de l'ordre du jour politique, elle permettrait de mettre en avant les questions de *classe*, qui sont les questions fondamentales.

Les réformistes et l'Etat bourgeois

Qu'ils appuient le statu quo anglo-chauvin ou le nationalisme québécois, les groupes pseudo-marxistes actifs dans QS ont tous la même attitude réformiste envers l'Etat capitaliste. Ils se plaignent bien parfois que les dirigeants de QS ne s'occupent pas assez de lutter « dans la rue », mais en réalité ils défendent tous le programme électoraliste de QS, qui prétend qu'en se faisant élire à l'Assemblée nationale du Québec on peut faire des avancées sociales fondamentales. C'est totalement faux : pour mettre fin à la misère et à l'exploitation capitaliste, il faut renverser l'Etat bourgeois et le remplacer par un Etat ouvrier, la dictature du prolétariat. Comme l'expliquait Lénine en 1918 :

« Mille barrières *s'opposent* à la participation des masses travailleuses au parlement bourgeois (lequel, dans une démocratie bourgeoise, *ne résout jamais* les questions majeures ; celles-ci sont tranchées par la Bourse et par les banques). Et les ouvriers savent et sentent, voient et saisissent à merveille que le parlement bourgeois est pour eux un organisme *étranger*, un *instrument d'oppression* des prolétaires par la bourgeoisie, l'organisme d'une classe hostile, d'une minorité d'exploiteurs. »

– *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*

GS, le PCQ, La Riposte et les autres dépeignent l'Etat capitaliste – qui est essentiellement un organe de répression contre la classe ouvrière (flics, tribunaux et prisons) – comme un moyen de parvenir au progrès social. Ils ne s'opposent d'ailleurs pas aux généreuses subventions que QS reçoit de l'Etat capitaliste pour financer ses activités (quelque 400 000 dollars pour 2008 seulement). Les organisations apparentées en France à GS, la LCR autrefois et maintenant le NPA, reçoivent

vent aussi de l'Etat bourgeois des subsides qui approchent le million d'euros par an. Quant à nous, trotskystes, nous avons toujours refusé par principe de prendre quelque argent que ce soit de l'Etat capitaliste, comité exécutif de l'ennemi de classe. Qui paye les violons choisit la musique.

La gauche réformiste québécoise : les staliniens...

Pour comprendre la faillite politique des différents groupes de gauche dans QS, il est utile d'examiner leurs origines politiques. Le PCQ et le PCC sont des produits dérivés de la contre-révolution politique stalinienne amorcée en Union soviétique en 1923-1924. Dans le jeune Etat ouvrier soviétique, après des années de guerre et d'isolement et suite à la défaite de la révolution ouvrière en Allemagne, bastion industriel d'importance capitale, une bureaucratie dirigée par J.V. Staline usurpa le pouvoir politique des mains du prolétariat soviétique épuisé et démoralisé. Les staliniens, sans renverser les acquis historiques de la révolution d'Octobre (le renversement du pouvoir capitaliste et le contrôle de l'industrie et du commerce extérieur par l'Etat) en rejetèrent toutefois les objectifs révolutionnaires et internationalistes. Au nom du dogme de la construction du « socialisme dans un seul pays », ils adoptèrent au contraire une politique de « coexistence pacifique » avec l'impérialisme.

Les partis communistes dans le monde entier furent transformés en organisations réformistes recherchant les bonnes grâces des capitalistes « progressistes ». Au Canada, le PCC stalinien soutient le nationalisme canadien depuis des dizaines d'années et a donc toujours été profondément hostile aux aspirations nationales du Québec – ce qui est la cause de multiples scissions avec ses affiliés québécois qui eux soutiennent le nationalisme québécois.

Dans les années 1960 et au début des années 1970 il y eut une radicalisation de la jeunesse au niveau mondial, motivée au départ par la solidarité envers les luttes des peuples opprimés, comme à Cuba, au Vietnam et ailleurs. Suite à la grève générale de mai-juin 1968 en France, qui montrait la possibilité d'une révolution ouvrière au cœur de l'Europe, beaucoup de ces jeunes militants de gauche furent attirés par le marxisme, du moins tel qu'ils le concevaient. Au Québec, la grande majorité de ces jeunes furent gagnés à la frange stalinienne alors la plus gauchisante (en paroles) qui adhéraient aux thèses du dirigeant chinois Mao Zedong. Vers le milieu des

années 1970, les groupes se définissant comme « marxistes-léninistes » (maoïstes) comptaient des milliers de membres au Québec.

Mais le maoïsme était (et demeure) une variante de la collaboration de classes stalinienne, n'ayant rien à voir avec le marxisme authentique. Dans les années 1970, la bureaucratie chinoise de Mao, profondément hostile à l'Union soviétique suite à la rupture sino-soviétique, conclut une alliance contre-révolutionnaire antisoviétique avec l'impérialisme américain. C'est ce qui la conduisit à appuyer des despotes proaméricains comme le shah d'Iran, à soutenir les dirigeants suprémacistes blancs d'Afrique du Sud contre l'Angola noir, allié aux Soviétiques, ou à réclamer un renforcement de l'OTAN.

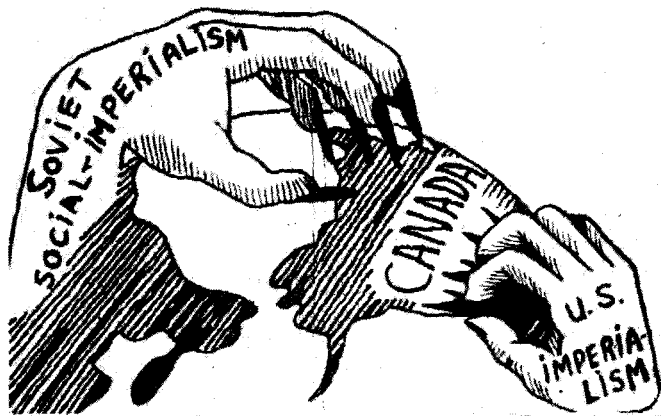
Tirant les conclusions logiques de la collaboration de classes stalinienne sur leur terrain national, les maoïstes québécois donnèrent leur appui à un Canada « uni » pour soi-disant pouvoir résister aux deux « superpuissances » : les Etats-Unis et surtout l'Union soviétique. Le plus grand de ces groupes maoïstes, la Ligue communiste canadienne (marxiste-léniniste) de Roger Rashi – qui se dénommera plus tard Parti communiste ouvrier – mena une campagne publique pour renforcer les forces armées canadiennes contre « les appétits voraces des superpuissances » (*The Forge*, 3 juin 1976). Au début de la nouvelle guerre froide antisoviétique de Washington à la fin des années 1970, les grandes organisations maoïstes du Québec s'écroulèrent sous le poids de leurs propres contradictions et disparurent bientôt. On retrouve aujourd'hui parmi les dirigeants des organisations bourgeoises et petites-bourgeoises du Québec toute une série d'anciens maoïstes maintenant bien dressés, comme Françoise David, dirigeante de QS et Gilles Duceppe, le chef du Bloc québécois.

L'actuel Parti communiste révolutionnaire (PCR) se réclame de cette triste tradition du maoïsme. Le PCR est à peu près le seul groupe soi-disant marxiste au Québec qui dise s'opposer de la gauche à QS qu'il accuse d'être un « wannabee PQ » [aspirant PQ] (*Le Drapeau rouge express*, 9 novembre 2008). Mais le PCR n'offre absolument aucune alternative aux travailleurs et aux jeunes radicalisés. Sur la question nationale, il continue à avancer la position traditionnelle des maoïstes contre l'indépendance du Québec, qu'il qualifie de « projet 100 % bourgeois » (« Programme du Parti communiste révolutionnaire »). A tout le mieux, cette position ignore la réalité de l'oppression nationale ; au pire, elle mène à capituler directement à la démagogie sur « l'unité canadienne » de la bourgeoisie canadienne et de ses agents dans le mouvement ouvrier. Comme nous l'avons vu, c'est exactement ce qui s'est produit avec les maoïstes des années 1970.

La perspective de collaboration de classes du PCR est explicite dans son « Programme », qui affirme que « la voie de la révolution au Canada » c'est « la guerre populaire prolongée ». La « guerre populaire » à la Mao est diamétralement opposée à la perspective prolétarienne qui est essentielle au marxisme. Grâce à son rôle névralgique dans la production capitaliste – dans les usines, les mines et les transports – la classe ouvrière est la seule classe ayant la puissance sociale de renverser l'ordre bourgeois. Alors que le PCR tente de dissoudre la classe ouvrière dans « le peuple », les vrais marxistes combattent pour une révolution socialiste dans laquelle les ouvriers se font les champions de la cause de tous les opprimés.

... et les pseudo-trotskystes

Avec la dégénérescence stalinienne de l'URSS, ce sont les



The Canadian people have to deal with the rising menace of Soviet social-imperialism, as well as with imperialism which already has its claws in our country.

Illustration du journal maoïste québécois *The Forge* (janvier 1976) encourageant l'antisoviétisme et le nationalisme canadien. L'article en question mettait en garde contre la « menace » soviétique envers « notre pays ».

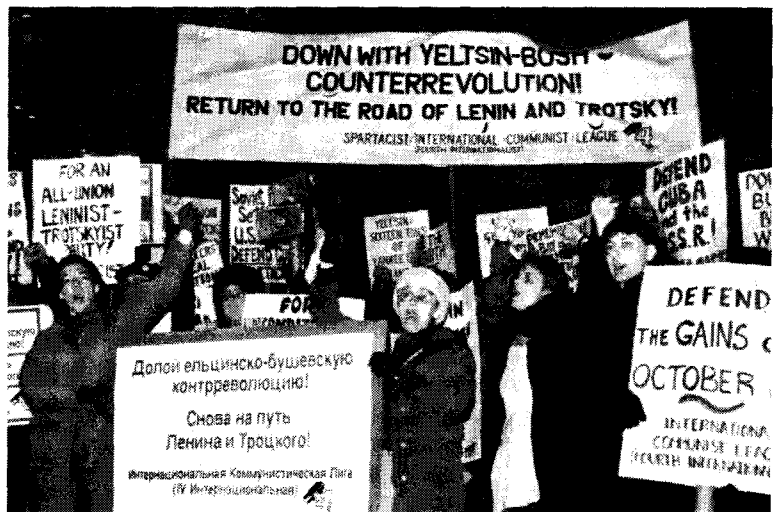
forces regroupées autour de Léon Trotsky qui poursuivirent la lutte pour le marxisme authentique. Trotsky, qui avait dirigé avec Lénine la révolution d'Octobre, demeura fidèle au programme internationaliste qui avait animé cette révolution. Mais les groupes se disant trotskystes aujourd'hui à l'intérieur de Québec Solidaire ont abandonné depuis longtemps (ou n'ont même jamais défendu) les principes fondamentaux du trotskysme, en particulier l'indépendance de classe du prolétariat par rapport à toutes les ailes de la bourgeoisie (l'ennemi de classe), ainsi que la défense, contre l'impérialisme et la contre-révolution, des pays où le capitalisme a été renversé – et cela malgré leurs régimes bureaucratiques.

La TMI et le CIO proviennent tous deux de la Militant Tendency, une formation réformiste qui fut enfouie pendant des dizaines d'années à l'intérieur du Parti travailliste britannique pro-impérialiste. Gauche Socialiste et leurs co-penseurs du NPA en France sont les descendants des forces rassemblées autour de Michel Pablo et Ernest Mandel, qui rompirent avec le trotskysme révolutionnaire au début des années 1950 en faveur d'un « entrisme profond » dans divers partis staliniens, sociaux-démocrates ou nationalistes bourgeois. Ils virèrent rapidement à droite dans les années 1980 sous l'impact de la nouvelle offensive antisoviétique de l'impérialisme américain, et donnèrent leur appui à tous les mouvements contre-révolutionnaires dirigés contre l'URSS, de Solidarność en Pologne (le seul « syndicat » que Ronald Reagan et Margaret Thatcher aient jamais soutenu) jusqu'aux égorgeurs *moudjahidin* afghans anti-femmes qui tuaient les soldats soviétiques. Cette position était également celle de SI, une organisation anticommuniste dont les fondateurs refusèrent de défendre les Etats ouvriers déformés chinois et nord-coréen contre l'impérialisme américain, britannique et canadien lors de la guerre de Corée de 1950-1953.

En 1991-1992, ces groupes ont applaudi les forces de la contre-révolution « démocratique » qui ont détruit l'Union soviétique. Après avoir contribué avec leur modeste part à cette catastrophe, ils mentent maintenant aux ouvriers en affirmant que la voie de l'émancipation sociale passe par la construction de formations non prolétariennes et petites-bourgeoises comme Québec Solidaire.

La révolution prolétarienne, toujours la seule solution

De concert avec nos camarades de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), la Ligue trotskyste/Trotskyist League s'est battue jusqu'au bout pour défendre l'URSS et les Etats ouvriers bureaucratiquement déformés d'Europe de l'Est, tout en appelant les ouvriers à renverser les staliniens corrompus et à les remplacer par le pouvoir révolutionnaire des conseils ouvriers (soviets). Nous avons salué l'intervention soviétique de 1979 en Afghanistan comme un acte d'autodéfense de l'URSS et comme seul espoir de progrès social et de libération pour les femmes dans ce pays retardataire. Nous nous sommes opposés à la tentative de coup d'Etat contre-révolutionnaire de Solidarność en 1981, qui aurait mis la Pologne sous la botte de l'impérialisme américain et de l'Eglise catholique. Et nous nous sommes battus contre l'effondrement de l'URSS, appelant les ouvriers soviétiques à stopper la contre-révolution d'Eltsine-Bush. Nous continuons aujourd'hui à défendre les Etats ouvriers restants – la Chine, le Vietnam, la Corée du Nord et



New York, janvier 1992 : manifestation des spartacistes contre la visite du président russe d'alors, Eltsine, à ses maîtres de Wall Street.

Cuba – contre l'impérialisme et la contre-révolution, tout en appelant à des révolutions politiques prolétariennes pour établir des régimes basés sur la démocratie prolétarienne et l'internationalisme marxiste.

Notre modèle demeure la Révolution d'octobre 1917, qui nous sert aussi de guide dans notre approche de la question nationale dans les Etats multinationaux comme le Canada. La défense du droit à l'autodétermination pour les nationalités minoritaires opprimées dans la « prison des peuples » tsariste fut cruciale pour la victoire des bolchéviks. En même temps, les bolchéviks étaient opposés à l'idéologie du nationalisme, qui est contraire aux intérêts *internationalistes* de la classe ouvrière.

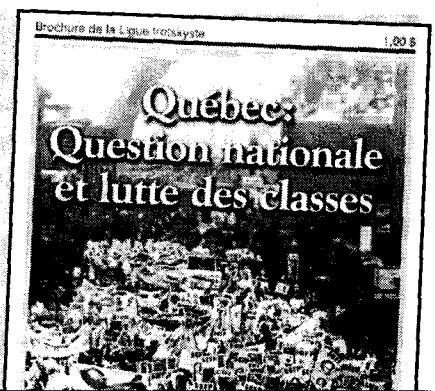
Tout en étant pour l'indépendance du Québec, nous luttons pour que les travailleurs rompent politiquement tant avec le NPD anglo-chauvin qu'avec le PQ bourgeois nationaliste, et pour qu'ils rejettent l'idéologie du nationalisme ainsi que les attaques anti-immigrés et anti-autochtones qui en sont le corollaire. Ce qu'il faut, c'est une perspective de lutte pour la révolution socialiste dans toute l'Amérique du Nord, et au-delà, ce qui est une étape cruciale vers une société communiste mondiale où chacun donne selon ses capacités et reçoit selon ses besoins. Les ouvriers et jeunes militants de gauche qui cherchent à mettre fin au système capitaliste violent, corrompu et en faillite, doivent nous rejoindre dans le combat pour forger un parti ouvrier marxiste. Ce parti luttera pour l'émancipation de la classe ouvrière et celle de tous les opprimés.

– Traduit de Spartacist Canada n°165, été 2010

1 € / 1 \$
(32 pages,
août 2001)

Commande à
l'adresse du
Bolchévik (France)

ou pour le Canada :
SCPA, C.P. 6867,
succursale A,
Toronto ON M5W 1X6



Chili...

Suite de la page 4

« Le devoir le plus élémentaire des marxistes révolutionnaires est de s'opposer de façon inconciliable au front populaire dans les élections, et de ne lui accorder absolument aucune confiance une fois qu'il sera au pouvoir. Tout "soutien critique" à la coalition d'Allende est une trahison de classe, qui pave la voie à une défaite sanglante pour les travailleurs chiliens, quand la réaction intérieure, soutenue par l'impérialisme international, sera prête. »

— *Spartacist* [édition anglaise] n° 19, novembre-décembre 1970

Ce qu'il fallait au Chili en 1970-1973, comme aujourd'hui, c'est un parti révolutionnaire pour conduire les travailleurs à la victoire dans une révolution socialiste. Il est tragique qu'en l'absence d'une direction révolutionnaire qui ait pu arracher le prolétariat chilien à ses dirigeants partisans de la collaboration de classes, nos prédictions ne se soient révélées que trop prémonitoires. Les groupes de gauche qui, au Chili et ailleurs, ont soutenu le front populaire, ont contribué à tromper les travailleurs en leur faisant croire qu'il était possible d'améliorer leur situation de façon significative sans rompre avec les partis capitalistes et, en fin de compte, sans renverser l'ordre bourgeois. Le Chili a apporté une confirmation, chèrement payée, que, comme nous l'a enseigné Karl Marx, « la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte » (*la Guerre civile en France*, 1871). Finalement, la bourgeoisie a utilisé son pouvoir d'Etat pour écraser le prolétariat.

Allende a pavé la voie à Pinochet

L'UP était arrivée au pouvoir au beau milieu d'une intense vague de luttes de classe qui secouait le pays depuis plusieurs années. En mars 1966, des soldats sous le commandement de

Pinochet, qui était alors colonel, avaient abattu huit travailleurs dans la ville minière (cuivre) d'El Salvador. L'année suivante, une vague de grèves éclatait dans les mines, les aciéries et d'autres industries, tandis que les ouvriers agricoles et les paysans sans terre occupaient les domaines des grands propriétaires terriens.

Dès le début, le gouvernement de l'UP reposait sur un accord tacite avec le parti bourgeois dominant, le parti démocrate-chrétien, sans les voix duquel Allende n'aurait pu faire adopter aucune de ses réformes par le parlement. Et les réformes proposées étaient fort modestes. Opposée à la revendication révolutionnaire d'expropriation de la classe capitaliste, l'UP s'était engagée à protéger la propriété privée. Son programme prévoyait simplement quelques nationalisations, notamment des mines de cuivre, dont le résultat net devait être d'améliorer la position relative de la bourgeoisie chilienne vis-à-vis des impérialistes. La réforme agraire du gouvernement Allende stipulait que les paysans devraient acheter toutes les terres qu'ils recevaient, et la plupart des grandes fermes capitalistes étaient exemptées. La politique de nationalisations tout comme le plan de réforme agraire édulcorée étaient reprises telles quelles du régime démocrate-chrétien à qui l'UP avait succédé.

Le gouvernement de l'UP adopta une politique de conciliation envers la droite et d'escalade de la répression contre les travailleurs, tout en imposant l'austérité et l'accélération des cadences (sous le mot d'ordre de la « bataille pour la production »). A l'automne 1972, des camionneurs propriétaires de leur véhicule, soutenus par des petits commerçants et d'autres secteurs de la petite bourgeoisie, organisèrent un arrêt du travail au niveau national. Allende réagit en faisant entrer les chefs de l'armée au gouvernement — et en nommant Pinochet commandant en chef. Il promulgua aussi une loi qui autorisait l'armée à perquisitionner sans mandat pour rechercher des armes. Bien que dirigée ostensiblement contre les « extrémistes » de droite comme de gauche, cette loi fut utilisée exclusivement contre les syndicats, les ouvriers qui occupaient des usines et les partis ouvriers. Pendant ce temps, les groupes fascistes comme Patria y Libertad amassaient d'importants stocks d'armes.

Au printemps 1973, le gouvernement s'attaqua aux 13 000 mineurs de cuivre d'El Teniente, une mine nationalisée qui était alors la plus grande mine souterraine du monde. C'était un ballon d'essai avant une attaque générale contre le syndicat des mineurs et sa puissance stratégique. L'UP provoqua une grève à El Teniente en tentant de supprimer l'échelle mobile des salaires (indexation sur le coût de la vie), un acquis vital du fait de l'inflation galopante de l'époque. Allende envoya la police anti-émeute contre les mineurs et entreprit de « restaurer l'ordre » dans deux provinces minières en les plaçant sous le contrôle de l'armée.

Tandis qu'Allende cherchait à discréditer les mineurs en les qualifiant de « privilégiés », le PC stalinien allait plus loin encore en les traitant de « fascistes ». Les castristes du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), qui officiellement n'était pas membre de la coalition de l'UP mais qui donnait un « soutien critique » au gouvernement Allende, dénonçaient la grève d'El Teniente comme « plus désastreuse encore qu'une avalanche ou un glissement de terrain », à cause de la perte de revenus pour le pays (*Punto Final*, 5 juin 1973).

Les forces bourgeoises comme les démocrates-chrétiens cherchèrent à utiliser la grève contre le gouvernement de l'UP. Les démocrates-chrétiens prirent auparavant le

Correction

Dans l'article sur les Roms paru dans *le Bolchévik* n° 193 (septembre 2010), nous avons écrit : « Il y a 20 ans nous avons lutté contre la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est et en Union soviétique, alors que les PCF, LO, LCR soutenaient diverses forces contre-révolutionnaires, notamment Solidarnosc en Pologne. » PCF, LO et LCR ont bien soutenu diverses forces contre-révolutionnaires, notamment, pour ce qui concerne LO et la LCR, Solidarnosc (voir par exemple notre article paru dans *le Bolchévik* n° 153, été 2000, sur ces deux organisations pendant la guerre froide des années 1980). Par contre le PCF, malgré sa participation au début des années 1980 au gouvernement de front populaire de Mitterrand, qui constituait alors le fer de lance de la campagne antisoviétique en Europe de l'Ouest, avait renâclé à soutenir Solidarnosc (voir par exemple notre article dans *le Bolchévik* n° 31, février 1982). Le PCF s'est surtout distingué plus tard, lorsque le dirigeant du parti, Georges Marchais, avait soutenu le contre-coup d'Etat d'Eltsine d'août 1991 en Union soviétique qui avait engagé la liquidation de l'Etat ouvrier dégénéré : « Boris Eltsine a joué un rôle positif qu'il faut saluer dans l'échec du coup d'Etat [des lieutenants de Gorbatchev] » (*l'Humanité*, 26 août 1991, cité dans *le Bolchévik* n° 113, septembre 1991).

contrôle des syndicats des mineurs de cuivre dans des élections qui se tinrent après que les mineurs de Chuquicamata se furent mis en grève et que le dirigeant stalinien cubain Fidel Castro, qui soutenait le régime d'Allende, les eut appelés sans succès à « faire davantage de sacrifices » pour le bien de la patrie. A l'époque de la grève d'El Teniente, nous écrivions :

« Une direction révolutionnaire des syndicats aurait rapidement étendu la grève, et elle aurait exigé la formation d'un gouvernement des seuls partis ouvriers, pour exproprier les secteurs clés de l'économie [...]. Le fait que les démocrates-chrétiens aient réussi à prendre le contrôle des syndicats des mineurs est uniquement dû à l'incapacité complète des partis de gauche à défendre un tel programme dans le mouvement syndical. »

– « Défendons la grève des mineurs chiliens », *Workers Vanguard* n° 23, 22 juin 1973

Dans les derniers mois du gouvernement Allende, plusieurs secteurs du prolétariat commençaient à rejeter sa politique anti-ouvrière en formant des « cordones industriales » (comités de district pour la coordination des comités d'usine) dans les banlieues industrielles de Santiago. Une situation pré-révolutionnaire tendue avait débouché sur l'émergence de ces organes embryonnaires de double pouvoir, et la coalition de gauche au pouvoir était de plus en plus incapable de contenir une classe ouvrière combative. Par conséquent, l'objectif principal des putschistes réactionnaires rassemblés derrière Pinochet n'était pas simplement de chasser un régime chancelant, mais d'anéantir le mouvement ouvrier organisé.

Pour couvrir leurs propres trahisons au Chili et servir d'alibi à la politique de collaboration de classes du PS et du PC, les staliniens et les autres réformistes prétendirent que le coup d'Etat était l'œuvre des fascistes et des ultrarévolutionnaires ligués avec la CIA. A n'en pas douter, c'est parmi l'extrême droite qu'avaient été recrutés les dirigeants du coup d'Etat, et la CIA avait joué un rôle actif pour aider à le fomenter. Mais faire porter la responsabilité exclusivement aux « ultras » et à la CIA, c'est laisser de côté le fait que tous les secteurs importants de la bourgeoisie chilienne – y compris les démocrates-chrétiens « modérés » et les officiers « constitutionnalistes » qui faisaient partie du régime de l'UP – étaient impliqués d'une manière ou d'une autre dans le coup d'Etat.

Pour des militants de gauche, la leçon essentielle du Chili d'Allende est résumée dans la remarque faite plusieurs dizaines d'années plus tôt par le dirigeant révolutionnaire Léon Trotsky : « En réalité, à notre époque, le Front populaire est la question principale de la stratégie de classe prolétarienne » (« Le RSAP et la Quatrième Internationale », 15-16 juillet 1936). Au Chili, comme en Espagne de 1936 à 1939, en France en 1936 et en Indonésie en 1965, le front populaire a toujours servi à saper la conscience de classe des travailleurs et à les conduire à des défaites souvent sanglantes. En tirer les leçons est une tâche cruciale pour forger au Chili un parti trotskyste – indépendant de toutes les fractions de la bourgeoisie chilienne et opposé à celles-ci –, section d'une Quatrième Internationale reforgee, parti mondial de la révolution socialiste. ■

Honduras...

Suite de la page 6

commençait au Salvador. Mais la direction front-populiste du FMLN a fait obstacle à une victoire militaire des insurgés. Partisan d'une alliance de collaboration de classes avec une aile « progressiste » de la bourgeoisie salvadorienne, le FMLN était à la recherche d'une « solution négociée » avec le régime des escadrons de la mort. En 1992, les forces de gauche ont finalement signé un accord traître sous la houlette des Etats-Unis, ce qui était une capitulation ignominieuse devant le « nouvel ordre mondial » postsoviétique. Aujourd'hui, les dirigeants sandinistes et ceux du FMLN jouent ouvertement le rôle de politiciens bourgeois à la tête de leur gouvernement capitaliste respectif.

Au cours des dix dernières années, dans une grande partie de l'Amérique latine, l'hostilité populaire à l'encontre des gouvernements pro-impérialistes « néolibéraux » a été canalisée en soutien à une nouvelle génération de populistes bourgeois, de Hugo Chávez au Venezuela à Zelaya au Honduras en passant par Evo Morales en Bolivie. Il ne s'agit cependant pas d'un tournant « anticapitaliste ». Tout en se présentant comme les défenseurs des masses opprimées et exploitées, ces régimes cherchent à canaliser et à endiguer le mécontentement dans un cadre capitaliste, ce qui signifie nécessairement la subordination envers le système capitaliste mondial. Léon Trotsky, qui avait été au côté de Lénine le dirigeant de la Révolution d'octobre 1917, écrivait dans « Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste » (1940) :

« Du fait que dans les pays arriérés le rôle principal n'est pas joué par le capitalisme national mais par le capitalisme étranger, la bourgeoisie nationale occupe une situation sociale inférieure à ce qu'elle devrait être par rapport au développement de l'industrie.

« Dans la mesure où le capital étranger n'importe pas de travailleurs mais prolétarise la population indigène, le prolétariat national joue rapidement le rôle le plus important dans la vie du pays. Dans ces conditions, le gouvernement national, dans la mesure où il essaie de résister au capital étranger, est contraint de s'appuyer plus ou moins sur le prolétariat.

« D'autre part, les gouvernements de ces pays qui considèrent comme inévitable et comme plus profitable pour eux-mêmes de marcher la main dans la main avec le capital étranger, détruisent les organisations ouvrières et instaurent un régime plus ou moins totalitaire.

« Ainsi, la faiblesse de la bourgeoisie nationale, le manque de traditions du gouvernement démocratique, la pression de l'impérialisme étranger et le développement relativement rapide du prolétariat ôtent toute base à un régime démocratique stable. »

La clé de la révolution socialiste au Honduras et dans le reste de l'Amérique centrale et latine, c'est que le prolétariat s'affirme comme force dirigeante à la tête de tous les exploités et opprimés, en opposition politique à toutes les ailes de la bourgeoisie, qu'elles soient « néolibérale » ou populiste. L'exemple de la Révolution russe de 1917, qui a brillamment confirmé la théorie de la révolution permanente de Trotsky, montre la voie à suivre.

Lorsqu'elle a conquis le pouvoir sous la direction des bolchéviks de Lénine, la classe ouvrière a pris en charge les tâches démocratiques historiques qui étaient auparavant associées aux révolutions bourgeoises du XVII^e et du XVIII^e siècle, et elle a entrepris la reconstruction socialiste de la société. Le gouvernement des ouvriers et paysans soviétiques a aboli la propriété privée de la terre en appelant les paysans pauvres à mener à son terme la révolution agraire contre les seigneurs féodaux, et il a libéré le pays du joug impérialiste. L'Etat ouvrier a exproprié la classe capitaliste et a pris le contrôle des moyens de production et du système bancaire, ce qui a conduit finalement à une économie collectivisée avec

une planification centralisée. Les bolchéviks, sous Lénine et Trotsky, savaient que pour parvenir au socialisme – une société d'abondance matérielle sans classes –, il fallait étendre la révolution prolétarienne dans toute l'Europe et aux autres pays industriels avancés.

Il est impossible de se libérer de la domination impérialiste, ni de soulager réellement la misère désespérée des masses, sans un gouvernement ouvrier et paysan – c'est-à-dire la dictature du prolétariat soutenue par les paysans. Particulièrement dans un minuscule pays néocolonial comme le Honduras, un tel régime aurait à se battre pour étendre immédiatement la révolution socialiste à l'Amérique centrale et au Mexique, avec son puissant prolétariat. Cette perspective doit inclure la lutte pour la révolution prolétarienne dans le bastion impérialiste que sont les Etats-Unis qui, sous un gouvernement ouvrier, devront mettre à disposition d'énormes ressources économiques et technologiques pour éliminer la pauvreté et permettre un bond qualitatif du développement dans toutes les Amériques. Ce qui est nécessaire, de façon urgente, c'est de construire des partis léninistes, sections d'une Quatrième Internationale reforcée, dans le but de conduire la classe ouvrière à la victoire par des révolutions socialistes dans le monde entier.

Sous la coupe de l'impérialisme US

Manuel Zelaya est un riche propriétaire terrien qui avait été élu président en 2005 en tant que politicien bourgeois classique du Parti libéral, qui historiquement se partageait le pouvoir avec le Parti national. Pendant les six premiers mois de son mandat, Zelaya a été confronté à davantage d'agitation sociale qu'il n'y en avait eu au cours des dix années précédentes. En réaction, il a accepté des augmentations de salaire et une hausse des subventions de l'Etat aux pauvres, qui au Honduras constituent les deux tiers de la population. Zelaya a aussi cherché à réduire le prix de l'essence et le coût élevé de l'énergie au Honduras en procédant à des appels d'offres internationaux pour l'approvisionnement en carburants. Même si c'était très loin de constituer des mesures radicales, cela a provoqué la colère des monopoles honduriens et multinationaux du pétrole.

Confronté à des campagnes orchestrées par les compagnies pétrolières, aux stations d'essence indépendantes qui menaçaient de fermer et aux chauffeurs de bus qui prévoyaient de se mettre en grève, Zelaya a autorisé à la fin de l'été 2007 les importations directes de carburant et a promis de construire des dépôts de carburants publics. En janvier 2008, il a rejoint PetroCaribe, l'alliance pétrolière de Hugo Chávez, ce qui lui a permis d'obtenir du carburant meilleur marché. En août de la même année, en plein effondrement de l'économie mondiale et tandis que le prix du pétrole était au plus haut, Zelaya a adhéré à l'ALBA (Alternative bolivarienne des Amériques), l'alliance politique et commerciale de Chávez. En retour, le Venezuela a proposé d'acheter 100 millions de dollars de bons du Trésor honduriens, le produit de cette vente devant être consacré à construire des logements pour les pauvres. Chávez a aussi proposé un crédit de 30 millions de dollars pour l'agriculture et de quatre millions de dollars pour des ampoules basse consommation ; de son côté, Cuba a planifié d'envoyer davantage de médecins et d'instituteurs.

Les milieux d'affaires honduriens se sont opposés à l'ALBA sur la base que celle-ci nuirait à la « libre entreprise » et interférerait avec l'Accord de libre-échange d'Amérique centrale (ALEAC), qui est l'équivalent pour l'Amérique centrale et la République dominicaine de l'ALENA, l'accord

de pillage du Mexique au nom du « libre-échange ». L'ancien président conservateur Ricardo Maduro se faisait menaçant : « *Ne mordez pas la main qui vous nourrit.* » De fait, l'alliance avec Chávez n'a pas fait plaisir aux représentants de l'impérialisme US. D'après un article du 20 avril mis en ligne sur le site web du Congrès nord-américain sur l'Amérique latine, l'ambassadeur américain de l'époque, Charles Ford, avait déclaré à la télévision hondurienne qu'une grande partie des transferts d'argent effectués par les immigrés honduriens aux Etats-Unis provenait du trafic de drogue ! Etant donné que les transferts d'argent représentent 20 % du PNB du Honduras, cette accusation calomnieuse était une menace à peine voilée de bloquer l'aide et de multiplier les expulsions de Honduriens.

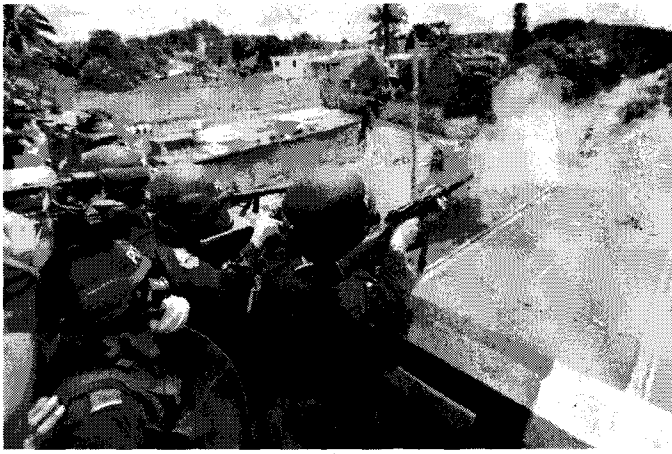
Zelaya voulait avoir son mot à dire sur comment et où l'armée américaine opérait au Honduras. En 2006, il a rencontré Bush pour discuter de son plan pour convertir en aéroport civil une partie de la base aérienne militaire de Soto Cano, qui abrite 550 soldats américains de la « Joint Task Force Bravo ». En même temps on annonçait qu'une nouvelle base militaire serait construite et mise « à la disposition » des forces US dans la région de Mosquitia, dans l'Est du Honduras. En 2009, Zelaya a adhéré à l'« Initiative de Mérida », un plan censé être destiné à combattre le trafic de drogue en Amérique centrale et au Mexique.

Aux Etats-Unis, la « guerre contre la drogue » est un prétexte pour la répression gouvernementale, en particulier contre les Noirs ainsi que les Américains d'origine mexicaine et les immigrés latino-américains. En Amérique latine, elle sert de prétexte pour étendre la domination impérialiste et soutenir des régimes pro-américains ; par exemple, l'armée US est présente de longue date en Colombie, pays frontalier du Venezuela de Chávez. Sous l'étiquette de la « guerre contre la drogue », le Costa Rica a récemment autorisé l'entrée sur son territoire de 46 navires de guerre et 7 000 marines américains. En juin dernier, de nombreuses personnes ont été tuées en Jamaïque alors que les Etats-Unis exigeaient du gouvernement qu'il les aide à traquer Christopher Coke, présenté comme un chef de gang. Nous disons : A bas la « guerre contre la drogue » ! Toutes les troupes et bases US hors d'Amérique latine et des Caraïbes !

Le renforcement militaire des Etats-Unis dans la région prend aussi pour cible l'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé cubain. L'élimination de la domination de classe capitaliste à Cuba en 1960-1961 a amené d'immenses acquis pour les travailleurs, malgré la présence au pouvoir d'une caste bureaucratique nationaliste dirigée par Fidel Castro. Nous sommes pour la défense militaire inconditionnelle de Cuba contre l'impérialisme US et la contre-révolution intérieure, et nous appelons au retrait des Américains de Guantánamo. En même temps, nous luttons pour une révolution politique contre la bureaucratie castriste, qui s'oppose à la perspective de la révolution prolétarienne dans les Amériques, à laquelle elle préfère la recherche d'alliances avec des régimes bourgeois « amis ».

L'impérialisme US et le coup d'Etat au Honduras

La polarisation dans la bourgeoisie hondurienne a atteint son point culminant en mars 2009, lorsque Zelaya, peu après avoir décrété l'augmentation du salaire minimum, annonça qu'un vote aurait lieu pour mesurer le soutien populaire à un référendum pour une assemblée constituante lors des élections de novembre. Ce scrutin, qui n'avait pas de caractère contrai-



Photos Reuters

Tegucigalpa, 27 août 2009 : la police tire des grenades lacrymogènes contre une manifestation d'enseignants. Après cette attaque de la police, les enseignants ne se laissent pas intimider et continuent à manifester devant l'Université pédagogique.

gnant, fut déclaré illégal par les tribunaux, et le Congrès, sous la direction de Roberto Micheletti, adopta une loi pour empêcher le référendum. Entre-temps, Zelaya avait demandé à l'armée d'assurer la sécurité et la logistique du scrutin (conformément à la Constitution, ce qui en soi est révélateur du bonapartisme militaire institutionnel au Honduras).

Le 24 juin, après que le chef de l'armée, le général Romeo Vásquez, eut refusé d'obtempérer, il fut limogé par Zelaya. Le lendemain, la Cour suprême décidait que Vásquez serait rétabli dans ses fonctions. Le même jour, Zelaya, à la tête de plusieurs centaines de ses partisans, se rendit dans une base militaire proche de Tegucigalpa pour récupérer des piles de bulletins vierges que ses opposants avaient l'intention de détruire. Des rumeurs de coup d'Etat circulaient, tandis que l'armée déployait des troupes dans la capitale. Aux premières heures du 28 juin, l'armée kidnappait Zelaya, encore en pyjama, et l'expédiait par avion vers le Costa Rica depuis la base de Soto Cano. Ce jour-là, des manifestants bravèrent l'état de siège pour protester devant le palais présidentiel. De grandes manifestations et des grèves suivirent immédiatement.

Dans les semaines précédant le coup d'Etat, l'ambassadeur américain Hugo Llorens et le secrétaire d'Etat adjoint Thomas Shannon Jr. avaient rencontré les opposants politiques et militaires à Zelaya, soi-disant pour leur conseiller de rester dans les limites constitutionnelles. (Llorens a une certaine expérience des coups d'Etat – il était le principal conseiller à la sécurité nationale de Bush sur le Venezuela pendant le coup d'Etat raté de 2002 contre Chávez, qui avait été soutenu par les Etats-Unis.) Le *New York Times* du 30 juin citait un responsable américain qui déclarait sous le couvert de l'anonymat : « On discutait de comment on pourrait retirer le président de son poste, comment il pourrait être arrêté, sous quelle autorité on pourrait le faire. » L'article continuait : « Mais le responsable explique que les spéculations s'étaient concentrées sur les manœuvres légales pour retirer le président, non sur un coup d'Etat. »

Si certains néoconservateurs républicains ont ouvertement soutenu le coup d'Etat, les démocrates ont principalement adopté une posture plus critique, mais avec le même but : parvenir à la stabilité sociale au Honduras pour mieux perpétuer une exploitation impérialiste sans entrave. La réaction immédiate de la Maison Blanche d'Obama a été une neutralité ostensible, en appelant « tous les acteurs politiques et sociaux au Honduras à respecter les normes démocratiques ». Le len-

demain, les pressions diplomatiques en provenance de l'Amérique latine et d'ailleurs conduisaient Obama à changer de son de cloche : « Nous pensons que le coup d'Etat n'était pas légal et que le président Zelaya reste le président du Honduras. » La secrétaire d'Etat Hillary Clinton a atténué ces propos en refusant de répondre « oui », lors d'une conférence de presse, quand on lui a demandé si « restaurer l'ordre constitutionnel » signifiait rétablir Zelaya à la présidence. Zelaya a de façon répétée appelé l'administration Obama à faire exactement cela, sans succès.

Plusieurs acteurs-clés du coup d'Etat au Honduras et leurs conseillers ont des liens de longue date avec le gouvernement américain et ses guerres sanglantes en Amérique centrale. Le général Vásquez a été à deux reprises élève à l'« Ecole des Amériques » de l'armée de terre américaine, tristement célèbre pour former des officiers à la torture et autres sinistres techniques de contre-insurrection. Billy Joya, un des principaux conseillers de Micheletti, a commandé le Bataillon 3-16 de l'armée hondurienne, entraîné par des conseillers américains – et qui dans les années 1980 a été responsable du kidnapping, de la torture et du meurtre de centaines de militants de gauche présumés. Parmi les personnalités américaines qui ont alimenté la campagne contre Zelaya figurait le sinistre Otto Reich, qui a longtemps dirigé la section Amérique latine du département d'Etat, et qui dans les années 1980 était le bras droit de l'ambassadeur John Negroponte, qu'il aidait à organiser les escadrons de la mort et les opérations *contras* depuis l'ambassade américaine à Tegucigalpa. (Reich a aussi été directement impliqué dans le coup d'Etat anti-Chávez avorté de 2002.)

Après le coup d'Etat au Honduras, l'administration Obama a orchestré le « dialogue » entre les deux parties, discutant du retour de Zelaya à des conditions acceptables pour le régime issu dudit coup d'Etat. Fin octobre 2009, Zelaya et Micheletti signaient l'« accord de Tegucigalpa-San José », aux termes duquel Zelaya acceptait d'abandonner sa proposition d'assemblée constituante en échange de l'autorisation de passer ses dernières semaines de mandat dans un gouvernement d'« unité nationale » qui amnistierait les auteurs du coup d'Etat. Cependant, le régime issu du coup d'Etat n'a pas pu se résoudre au retour de Zelaya et a temporisé jusqu'aux élections de novembre 2009. Largement boycottées, ces élections ont été saluées par les Etats-Unis et sont devenues la base pour pousser à nouveau à la reconnaissance diplomatique du régime hondurien.

Le mouvement d'opposition du FNRP

Les syndicats jouent un rôle marquant dans les manifestations depuis le coup d'Etat, faisant ainsi entrevoir la puissance potentielle du prolétariat hondurien. Cependant la classe ouvrière ne s'est pas manifestée en son propre nom. L'opposition au coup d'Etat s'est regroupée politiquement autour du nationalisme populiste pro-Zelaya de ce qu'on appelle aujourd'hui le « Front national de résistance populaire ». La direction du FNRP inclut des dirigeants syndicaux, des personnalités de la gauche réformatrice, des féministes et des militants des droits des Noirs et des peuples indigènes. Mais, comme l'indique un communiqué du FNRP du 12 juillet, la première place y est réservée à Manuel Zelaya, dans la mesure où le Front « reconnaît son rôle dirigeant et le place à la tête de ce projet ». Des dissidents pro-Zelaya du Parti libéral se considèrent aussi comme faisant partie du FNRP.

Le manifeste du FNRP, publié un an après le coup d'Etat, décrit la résistance comme une « combinaison de forces révolutionnaires ». Le cœur de la politique du FNRP, c'est le populisme bourgeois – l'opposition au néolibéralisme en faveur du mythe d'un capitalisme national « progressiste ». Son programme économique, c'est d'avoir une économie « mixte » qui annulerait « les concessions illégales accordées sous le modèle néolibéral et dans des secteurs stratégiques de la vie économique du pays ». La réalisation de ce modèle populiste doit être obtenue par la lutte « patriotique, pacifique, démocratique » pour une assemblée constituante qui entreprendra la « refondation » du pays.

Les marxistes ne donnent aucun soutien politique à des formations politiques bourgeoises comme le mouvement de résistance du FNRP, qui subordonne les intérêts de classe distincts du prolétariat hondurien à ceux de la bourgeoisie « progressiste ». Ce qu'il faut, c'est un parti ouvrier révolutionnaire, forgé dans la lutte pour l'indépendance politique du prolétariat vis-à-vis de toutes les formations et partis bourgeois. En rompant avec la collaboration de classes nationaliste du FNRP, le prolétariat hondurien doit se faire le champion des revendications et des aspirations des paysans et des autres couches opprimées pour les droits démocratiques, la révolution agraire et la libération du joug impérialiste. Ces revendications ne peuvent être réalisées que par une révolution socialiste qui s'étende à toutes les Amériques.

La collaboration de classes, au nom de la « lutte démocratique » et de la « libération nationale », a une histoire longue et désastreuse en Amérique latine et ailleurs. Comme nous l'écrivions dans la « Déclaration de principes et quelques éléments de programme » de la LCI (*Spartacist* édition française n° 32, printemps 1998) :

« Le "front unique anti-impérialiste" est la forme particulière que prend le plus souvent la collaboration de classes dans les pays coloniaux et ex-coloniaux, depuis la liquidation du Parti communiste chinois dans le Guomindang de Chiang Kai-shek dans les années 1920 jusqu'aux décennies de prostration de la "gauche" sud-africaine devant le Congrès national africain (ANC) dont les dirigeants sont devenus les hommes de paille du néo-apartheid capitaliste, soutenu par l'impérialisme. Aujourd'hui, en Amérique latine, c'est essentiellement le nationalisme "anti-Yankee" qui sert à fourvoyer les ouvriers combattifs et les paysans insurgés et les pousse à placer leurs espoirs dans les bourgeois "radicaux". La voie vers la libération, c'est le programme de la Révolution permanente de Trotsky et non les chimères reposant sur la bourgeoisie de son propre pays opprimé, bourgeoisie arriérée et dépendante de l'impérialisme. »

A l'inverse, différents groupes réformatrices de gauche avancent un programme qui reste entièrement dans le cadre du

capitalisme. Le lendemain de l'expulsion de Zelaya, le Parti pour le socialisme et la libération (PSL) cherchait à faire pression sur le gouvernement Obama pour qu'il agisse contre le coup d'Etat, en proclamant dans un éditorial que « l'indignation mondiale contre le coup d'Etat pourrait changer les calculs de Washington ». Renforçant la subordination politique du prolétariat à son ennemi de classe bourgeois, le PSL et la plus grande partie de la gauche internationale se contentent d'applaudir le FNRP et d'appeler à ce que Zelaya soit rétabli dans ses fonctions.

Affublant le populisme nationaliste de d'un habillage « trotskyste », la Ligue des travailleurs pour le socialisme (LTS) mexicaine et son organisation internationale, la Fraction trotskyste (FT), se réclament parfois de la perspective de la révolution permanente. Mais ils déforment l'essence même de la révolution permanente, qui part du principe que le prolétariat doit diriger tous les opprimés dans la lutte révolutionnaire, indépendamment de la bourgeoisie nationale et en opposition à elle. Au lieu de cela, ils se plaignent que les populistes bourgeois sont incapables de mener suffisamment la lutte « anti-impérialiste » contre les Etats-Unis.

Lors d'une réunion internationale de la FT en août dernier, l'un de ses porte-parole a évoqué la « nécessité de construire une alternative politique révolutionnaire » aux « stratégies » des populistes bourgeois, alternative basée sur « l'organisation indépendante des travailleurs » (*La Verdad Obrera*, 26 août). En même temps, l'orateur s'est plaint que non seulement le Brésil de Lula et l'Argentine de Kirchner, mais « aussi les gouvernements amis de Zelaya, comme Chávez au Venezuela et Correa en Equateur, n'ont rien fait d'autre que des déclarations – refusant d'encourager un mouvement de masse en Amérique latine pour mettre en échec les auteurs du coup d'Etat ! »

Cela s'appelle blanchir ces régimes bourgeois. Chávez, Lula et consorts vivent dans la **crainte mortelle** que le prolétariat émerge en tant que force indépendante contre l'oppression et l'impérialisme, parce que cela remettrait en cause leur propre domination de classe. Les populistes cherchent à manœuvrer entre les différentes puissances impérialistes, ce que Chávez peut se permettre plus facilement grâce aux revenus pétroliers du Venezuela. Mais quels que soient leurs discours et leur politique, en tant qu'administrateurs de l'esclavage salarié capitaliste, ils sont en fin de compte incapables de rompre avec l'impérialisme – ils ne peuvent que renégocier les termes de leur propre subordination.

Les partisans de Zelaya rassemblés dans le FNRP disent que Zelaya a « évolué ». Mais il était et demeure un politicien bourgeois – tout autant que les politiciens néolibéraux, il est l'ennemi de la victoire des travailleurs et des pauvres urbains et ruraux. Et si on laisse de côté la participation personnelle de Zelaya, le programme nationaliste bourgeois du FNRP est à l'opposé de l'indépendance de classe des travailleurs. Dans toute l'Amérique latine, ce qu'il faut, ce sont des partis trotskystes construits dans la lutte politique contre les illusions dans le populisme et le nationalisme qui sont largement répandues. La lutte pour une fédération socialiste de l'Amérique centrale est étroitement liée à celle des travailleurs du Mexique, des Caraïbes, de l'Amérique du Sud et du Nord. Aux Etats-Unis, la clé pour construire un parti ouvrier révolutionnaire c'est de rompre les chaînes forgées par la bureaucratie syndicale pro-impérialiste qui lie la classe ouvrière et les minorités aux partis du capital, et en particulier au Parti démocrate. **Pour la révolution ouvrière dans toutes les Amériques !** ■

Retraites...

Suite de la page 1

prison. Depuis mi-octobre, le gouvernement a arrêté pas moins de **2 500 personnes**.

Ces attaques contre les grévistes, contre le droit même de faire grève, se sont accompagnées de violences policières systématiques contre les lycéens, tout particulièrement ceux de l'enseignement professionnel où les jeunes d'origine immigrée sont nombreux. Les jeunes ont rejoint les cortèges en grand nombre, conscients que le recul de l'âge de la retraite ne peut que faire gonfler plus encore les chiffres du chômage des jeunes, qui atteignent déjà 23 % pour les moins de 25 ans. La jeunesse des lycées s'était déjà mobilisée à de nombreuses reprises ces dernières années, notamment contre les réductions d'effectifs dans l'Education nationale. Quelque 50 000 postes d'enseignants ont disparu depuis 2007, tandis que les seules augmentations de crédits sont réservées à la « sécurité » : patrouilles de police et vigiles. **Exigeons l'abandon des poursuites contre les grévistes et les lycéens ! Libération immédiate de tous les jeunes emprisonnés !**

A travers toute l'Europe, les capitalistes sont résolus à faire payer aux travailleurs le prix de la crise économique internationale, ce qui implique le démantèlement des systèmes de retraite, la réduction drastique des salaires de la fonction publique, bref tout ce qui reste des programmes sociaux de l'« Etat-providence » doit passer sur le billot. La pilule passe mal, comme en témoignent les nombreuses journées de grève générale qui ont rythmé l'année – pas moins de six rien qu'en Grèce, une autre appelée fin novembre au Portugal. Mais la combativité des travailleurs se heurte au programme politique de la bureaucratie syndicale, qui ne cherche qu'à tenter d'amortir les « excès » de l'austérité capitaliste.

En France, le mouvement syndical est morcelé en fédérations concurrentes sous l'influence d'un parti réformiste ou d'un autre. Pour ces réformistes, le combat des ouvriers pour les retraites doit avant tout servir à « affaiblir » Sarkozy pour ouvrir la voie à l'élection d'un gouvernement « de gauche » lors des présidentielles et des législatives de 2012. Olivier Besancenot, le porte-parole du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), déclarait ainsi que « beaucoup de l'issue de 2012 se joue dans la bataille des retraites. C'est maintenant qu'il faut affaiblir le gouvernement et la droite » (Tout est à nous, 2 septembre).

La combativité des travailleurs a été sabotée par une direction syndicale servile. Dévoués à la cause du capitalisme français, les bureaucrates concèdent qu'une « réforme » est nécessaire afin de diminuer le coût des retraites – au fond tout ce qu'ils demandent c'est de se faire accepter à la table des négociations. Ils ont depuis des mois juré qu'ils acceptaient une augmentation de la durée des cotisations (CFDT) ou au moins un accroissement des cotisations retraites déduites des salaires ouvriers (CGT). *Libération* (22 octobre) a rapporté que « *secrètement, plusieurs dirigeants confédéraux ne verraient pas d'un mauvais œil un essoufflement de la mobilisation afin de siffler la fin de la partie* ».

Depuis le début du mouvement, l'intersyndicale – une coalition de bureaucrates représentant les diverses fédérations syndicales, et soutenue par les organisations de gauche, y compris le NPA et Lutte ouvrière (LO) – a tout misé sur une série de « journées d'action » organisées au rythme des débats parlementaires – au moment du débat à l'Assemblée, puis du vote au Sénat, etc. –, avec comme objectif d'arracher quelques concessions sur les détails de la loi.

Nombreux sont ceux qui, à la fin d'une grève âprement disputée, sont retournés au travail en maudissant Sarkozy et en jurant de le mettre au chômage en 2012. Et c'est bien là la question : dans quelle direction cette rage va-t-elle se focaliser ? Sera-t-elle canalisée derrière un nouveau gouvernement de front populaire, dans lequel des partis ouvriers réformistes administrent les affaires de l'Etat bourgeois en alliance avec les partis de l'ennemi de classe capitaliste ? Sera-t-elle détournée par la bourgeoisie et les bureaucrates syndicaux vers le chauvinisme et le racisme anti-immigrés ? Ou bien le prolétariat va-t-il au contraire se mobiliser indépendamment pour défendre ses intérêts de classe ? Au bout du compte, c'est une question de direction. Cela souligne la nécessité de forger un parti ouvrier révolutionnaire reposant fermement sur la conception marxiste que le système capitaliste doit être renversé par une révolution socialiste.

Depuis notamment la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique en 1991-1992, les dirigeants ouvriers réformistes et l'« extrême gauche » ont avalé la « mort du communisme », une croisade capitaliste décrivant mensongèrement le communisme comme, au mieux, une « expérience ratée ». En intervenant dans le mouvement et les grèves, comme dans toutes nos activités, la Ligue trotskyste de France (LTF), section de la Ligue communiste internationale



Getty



AP

Manifestation de lycéens à Montpellier contre la « réforme » des retraites. A droite : violence policière contre la jeunesse lors de la manifestation du 19 octobre à Lyon.

(LCI), défend et réaffirme le programme révolutionnaire du bolchévisme et les idéaux libérateurs du communisme.

Les capitalistes qui ont le pouvoir ont maintes fois démontré qu'ils sont hostiles au progrès humain. Nous avons pour but de construire un parti ouvrier révolutionnaire multiethnique pour diriger la lutte pour la révolution socialiste, alors que les réformistes prêchent l'inviolabilité de l'ordre capitaliste. Comme l'écrivait en 1938 le dirigeant bolchévique Léon Trotsky : « *Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui surgissent infailliblement des maux qu'il a lui-même engendrés, qu'il périsse !* » (*Programme de transition*)

Le front populaire : une illusion mortelle pour les travailleurs

Qu'il soit aux mains de la droite ou de la gauche, le gouvernement capitaliste est au service de la bourgeoisie aux dépens des ouvriers et des opprimés. Il n'est pas besoin de regarder plus loin que de l'autre côté des Pyrénées pour voir comment un gouvernement de gauche chercherait à démanteler les acquis de la classe ouvrière. Le gouvernement PSOE (Parti socialiste ouvrier d'Espagne) de José Luis Zapatero cherche aussi à imposer des mesures d'austérité, dont l'augmentation de l'âge de la retraite. Le nouveau code du travail du PSOE peut être considéré comme similaire au CPE – mais pour tout le monde, pas seulement les jeunes. (Voté en 2006 mais retiré face aux protestations, le « Contrat première embauche » soumettait les nouveaux embauchés de moins de 26 ans à une période d'essai de deux ans pendant lesquels ils pouvaient être licenciés sans motif). Zapatero a envoyé ses flics disperser les piquets de grève lors de la grève générale du 29 septembre contre ce nouveau code du travail, et il a même été fait usage d'armes à feu contre les grévistes de l'usine aéronautique CASA près de Madrid.

Mais les directions syndicales prêchent aux travailleurs que le gouvernement du PSOE est « leur » gouvernement. Après l'annonce de la nouvelle loi en juin, les syndicats ont appelé à une journée de grève générale... pour trois mois plus tard, une façon de demander poliment l'autorisation du gouvernement. La réaction de ce dernier, à l'issue de la journée du 29 septembre, a été de nommer Valeriano Gómez, gros



AP
Marche de mineurs dans le nord de l'Espagne le 28 septembre contre les conditions de travail et les salaires impayés

bonnet de la fédération syndicale UGT, au poste de ministre du Travail en charge de la « réforme » des retraites !

En France, les gouvernements bourgeois de gauche prennent la forme de « fronts populaires », c'est-à-dire d'une coalition entre des partis ouvriers réformistes et des représentants directs de la bourgeoisie. Les révolutionnaires s'opposent inconditionnellement à ces alliances, car en pratiquant ainsi ouvertement la collaboration de classes, les dirigeants de la classe ouvrière enchaînent cette dernière à la classe ennemie. Tout au long de l'histoire, le rôle du front populaire a été de désamorcer les luttes des travailleurs, d'éloigner le spectre d'une révolution ouvrière et de mener les travailleurs à une défaite le plus souvent sanglante. Lors de la grève générale de 1936, le front populaire d'alors – comprenant les sociaux-démocrates, le Parti communiste stalinien et, côté bourgeoisie, le Parti radical – étouffa une situation pré-révolutionnaire en canalisant le mouvement vers le terrain parlementaire, ce qui a finalement conduit au vote en 1940 des pleins pouvoirs à Pétain, le maréchal pro-nazi.

La destruction de l'Union soviétique a entraîné dans le monde une profonde, quoique inégale, régression du niveau de conscience politique : même les ouvriers plus avancés ne conçoivent plus le socialisme comme le but ultime de leurs combats. Mais même si les bourgeoisies d'Europe occidentale n'ont pas à craindre une révolution rouge dans un proche avenir, le front populaire reste un instrument utile, souvent plus efficace qu'un gouvernement de droite quand il s'agit de faire passer des mesures anti-ouvrières. C'est le gouvernement de front populaire de François Mitterrand et Michel Rocard qui a publié en 1991 le « livre blanc » sur les retraites d'où est sorti, deux ans après, l'allongement de la durée de cotisation de 37 ans et demi à 40 ans dans le secteur privé. En décembre 1995, une vague de grèves combattives a forcé le gouvernement de droite à abandonner son plan de réduction des retraites du secteur public. Mais la combativité et l'esprit de sacrifice des travailleurs ont été trahis par une direction traîtresse. Il en est résulté de nouvelles élections en 1997 qui ont porté au pouvoir un nouveau gouvernement de front populaire, avec le socialiste Lionel Jospin comme Premier ministre, et avec plusieurs ministres PCF. C'est sous Jospin que fut publié le « rapport Charpin » qui, entre autres choses, proposait de relever l'âge de la retraite allant jusque 65 ans et sur lequel les attaques d'aujourd'hui sont modelées.

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

3 € pour 4 numéros (1 an) plus *Spartacist*
Europe : 4,50 € Hors Europe : 6 €
Canada : 5 \$Cdn

Nom _____ Tél _____
Adresse _____ CP _____
Ville _____ Pays _____

Chèques à l'ordre de la Société d'édition 3L
LB, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Canada : SCPA, C.P. 6867 succursale A, Toronto,
Ontario M5W 1X6, Canada

La lutte pour une direction révolutionnaire du prolétariat

Face à la détermination de Sarkozy, nombreux sont les travailleurs combattifs qui comprenaient que des « journées d'action » isolées ne suffiraient pas. Souvent sous l'impulsion des cheminots, de petites initiatives locales, en général éphémères, se sont multipliées, un bouillonnement anarchique dépourvu de plan. En décembre 1995 les cheminots et les tramotins avaient été à l'avant-garde de la lutte qui avait mis à genoux le gouvernement Chirac-Juppé en bloquant les transports pendant trois semaines. La situation de ces travailleurs est maintenant beaucoup plus difficile car les bureaucrates ont négocié avec les patrons la mise en place d'un service minimum, en conformité avec la loi de 2007 sur le « dialogue social ».

Les bureaucrates syndicaux acceptent le cadre du capitalisme et n'osent demander que ce qu'ils estiment compatible avec le maintien et la prospérité de leur propre classe dominante, dont ils espèrent simplement obtenir quelques miettes. L'opportunisme syndical est donc par nature étroitement national, et les bureaucrates souvent contribuent eux-mêmes à répandre le poison du chauvinisme dans la classe ouvrière.

Tout cela ne fait que saper les luttes de la classe ouvrière, comme on peut le voir dans le combat des ouvriers des raffineries qui, à la pointe de la lutte en défense des retraites, ont aussi fait grève à cause des menaces qui pèsent sur leurs emplois. Du point de vue des capitalistes, il y a une douzaine de raffineries de trop en Europe, les exportations d'essence vers les USA s'étant effondrées avec la récession. En France, les tribunaux viennent d'autoriser la fermeture définitive de la raffinerie de Dunkerque, et Petroplus vient d'annoncer celle de Reichstett près de Strasbourg.

Il fallait que les travailleurs des raffineries françaises se tournent vers leurs frères de classe allemands, hollandais, italiens, etc., pour empêcher la livraison en France de produits raffinés pour briser la grève. D'après *lemonde.fr* (26 octobre), des syndicalistes belges ont bloqué un dépôt de carburant de Total à Feluy, en Belgique, pour stopper toute cargaison à destination de la France. Mais la possibilité d'une telle lutte de classe internationaliste est sapée par la perspective nationaliste des bureaucrates syndicaux, car de leur point de vue nationaliste, s'il doit y avoir des fermetures d'usine en Europe, autant qu'elles touchent les autres pays (en opposi-

tion à cela, lire la déclaration commune des sections britannique, allemande et française de la LCI, « Pour une lutte de classe internationale commune contre les patrons d'Airbus ! », *le Bolchévik* n° 179, mars 2007).

Les enjeux posent de façon criante la nécessité d'une nouvelle direction, une direction révolutionnaire du prolétariat. Cela nécessite une lutte politique contre la direction actuelle de la classe ouvrière, y compris les militants de LO et du NPA à l'intérieur des syndicats qui donnent une couverture de gauche à la bureaucratie.

Une direction révolutionnaire lutterait pour toute une série de revendications transitoires qui prennent comme point de départ le niveau de conscience actuel des couches les plus larges de la classe ouvrière et le combat quotidien de celle-ci contre les patrons, en les orientant vers la nécessité d'une révolution prolétarienne. Il faut absolument se battre pour l'abolition des innombrables différences de statut entre les travailleurs (stagiaires, intérimaires, CDD, CDI...) et le passage à plein temps pour tous ceux (notamment les femmes) qui ne trouvent aujourd'hui que du travail à temps partiel. Cela rend nécessaire de lutter pour des crèches et garderies gratuites et de qualité, ouvertes 24 heures sur 24. Contre le chômage de masse, qui touche le plus durement les plus jeunes et les plus vieux, il faut lutter pour le partage du travail entre toutes les mains disponibles sans perte de salaire.

Il faut lutter contre la discrimination raciste à l'embauche et exiger la levée de toutes les restrictions au droit du travail imposées aux travailleurs d'Europe de l'Est (et qui visent notamment les Roms de Roumanie) et d'une façon plus large les *pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui sont ici*, avec ou sans papiers, travailleurs ou pas, avec le voile ou pas. La « guerre contre le terrorisme » menée par le gouvernement est une guerre raciste, en premier lieu contre les personnes d'origine musulmane mais elle vise en dernier ressort l'ensemble de la classe ouvrière. Le parlement a adopté le 14 septembre la loi interdisant le port du voile intégral dans l'espace public, soi-disant pour défendre l'« égalité » des femmes, en réalité pour stigmatiser les minorités musulmanes comme étant l'« ennemi intérieur ». ***A bas la loi raciste contre la burqa !***

Il faut stopper le démantèlement de l'éducation, du système de santé et des autres programmes sociaux, qui frappe avec une brutalité particulière les quartiers ouvriers et immigrés. Cela exige un programme de grands travaux pour construire ou reconstruire les logements, infrastructures de transport, écoles et lycées, hôpitaux et centres de santé que les capitalistes en faillite sont en train de liquider. Les capitalistes sont dans l'incapacité de répondre à de telles demandes dans leur ensemble, qui sont pourtant une question de survie pour le prolétariat, parce que leur système de production a pour but le profit qu'ils empochent, pas les besoins des travailleurs. C'est pourquoi les travailleurs doivent réaliser que c'est tout le système capitaliste qu'il faut abattre par une révolution ouvrière.

Pour l'indépendance des syndicats par rapport aux patrons et leur Etat !

Léon Trotsky, dans l'un de ses derniers articles, faisait remarquer qu'« *il y a un aspect commun dans le développement ou, plus exactement, dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur intégration au pouvoir d'Etat* » (« Les syndicats



Aéroport de Roissy, 20 août : la police expulse des Tsiganes roumains en pleine campagne de déportation massive des Roms.

à l'époque de la décadence impérialiste », 1940). Il insistait que pour « transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie ouvrière », il faut lutter pour l'**indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste**.

Le taux de syndicalisation en France est l'un des plus faibles du monde industrialisé, avec seulement 5 % dans le privé. Et pour arranger les choses, il est de règle que la petite minorité syndiquée soit divisée, sur un même lieu de travail, entre plusieurs syndicats concurrents qui, trop souvent, ne respectent pas les appels à la grève de leurs concurrents. Les finances syndicales dépendent davantage des largesses de l'Etat capitaliste et des patrons que des cotisations de leurs propres membres, et la distribution de ces subventions est en grande partie liée aux résultats des élections professionnelles. Etant donné que tous les salariés prennent part à ces élections – et non pas les seuls syndiqués – la perspective des bureaucrates n'est pas de syndiquer davantage de travailleurs, mais seulement d'augmenter leur part du gâteau au détriment de leurs concurrents en ramassant le plus de voix possible lors de ces élections, qui sont organisées par l'Etat et les patrons.

Afin de surmonter cette division organisationnelle, il faut se battre pour forger des **syndicats industriels** regroupant dans un syndicat unique tous les travailleurs d'une même industrie, quels que soient leurs opinions politiques et leur statut. Cette lutte est indissociablement liée à la lutte pour construire une direction révolutionnaire de la classe ouvrière.

Tous les syndicats, notamment la CGT, FO et l'UNSA (mais aussi SUD et la CFDT) syndiquent des flics, des douaniers ou des matons. Ces bandes d'hommes armés qui exercent un monopole de la violence au service de la dictature de la bourgeoisie constituent le noyau dur de l'Etat capitaliste, lequel n'est rien d'autre qu'un instrument d'oppression de classe dirigé contre les travailleurs et les opprimés. La terreur des flics qui s'est déchaînée contre les piquets de grève et les jeunes des banlieues constitue une preuve bien physique de ce simple fait que la police est de l'autre côté de la ligne de classe. L'Etat bourgeois et ses bandes armées devront être détruits par une révolution ouvrière qui remplacera le pouvoir du capital par la dictature du prolétariat avec ses propres bandes armées. Celles-ci seront issues des milices ouvrières et autres gardes rouges construites dans la lutte pour défendre la classe ouvrière contre la terreur des fascistes et des flics. **Contremaîtres, flics, matons et vigiles, hors des syndicats !**

Reforçons la Quatrième Internationale ! En avant vers de nouvelles révolutions d'Octobre !

Pour de nombreux travailleurs, l'intersyndicale des bureaucrates était un garant d'unité. En fait elle a permis aux bureaucrates de coordonner leur action sur la base du plus petit dénominateur commun et de cacher leur trahison derrière une façade « unitaire ». L'« extrême gauche » a rempli son rôle en faisant avaler la ligne de l'intersyndicale à des ouvriers impatients. Ainsi *Lutte Ouvrière* écrivait le 22 octobre à propos de la bureaucratie syndicale à la SNCF :

« L'attitude des directions syndicales a également conforté les grévistes. Jusqu'à présent, elles ont toutes poussé au renforcement, si ce n'est à l'élargissement du mouvement, contrairement à la politique qu'elles avaient eue en 2003 et en 2007, quand elles s'étaient opposées aux assemblées interservices, aux visites de grévistes à d'autres secteurs, voire aux manifestations communes. Le mouvement a ainsi retrouvé des accents de 1995, avec le fameux "Tous ensemble, tous ensemble". »

LO « oublie » de mentionner que le « tous ensemble » de 1995 a été détourné vers l'élection du front populaire de Jospin – mais après tout, ce que les réformistes ont en tête aujourd'hui, c'est un nouveau front populaire.

Lutte ouvrière répète ces derniers temps que ce n'est pas avec des élections qu'on va changer quoi que ce soit et que la seule chose qui compte, c'est la lutte maintenant. Mais les mots ne pèsent pas lourd face à leurs actes, et ceux-ci ne font que contribuer à enchaîner les travailleurs au front populaire. Depuis deux ans LO fait partie de la majorité municipale dans un certain nombre de villes, où ils participent donc à l'administration de l'Etat capitaliste, y compris en votant pour le budget communal. Quand le maire communiste de Bagnole, où LO fait partie d'une coalition sous l'égide du PCF, a ordonné l'expulsion musclée, l'hiver dernier, des habitants d'un immeuble occupé en partie par des travailleurs africains, LO a certes condamné cet acte raciste. Mais elle est trahissement restée dans la coalition à laquelle elle fournissait ainsi une couverture de gauche (voir *le Bolchévik* n° 192, juin 2010).

LO vient de s'inscrire sur la liste de front populaire pour les municipales de décembre à Corbeil-Essonnes, afin de « battre la droite ». Ils cherchent ainsi, aux côtés du PCF, du PS et des Verts, à gérer le capitalisme au niveau local, sur un programme dénonçant l'« échec sur le plan de la sécurité » de la municipalité de droite et annonçant que « nous y mettrons les moyens » pour changer cette situation – autrement dit davantage de flics racistes pour terroriser la cité des Tartre-rêts. A l'échelle nationale, les élections de 2012 se rapprochant, il semble que la prochaine alliance de collaboration de classes prendra une coloration rose-verte pour inclure des partis ouvriers réformistes comme le PS, le PCF et le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon aux côtés des Verts et autres forces bourgeoises (radicaux de gauche et chevenementistes en particulier).

Ce bloc de collaboration de classes peut compter sur le soutien électoral du NPA de Besancenot, issu en 2009 de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), elle-même social-démocrate jusqu'à la moelle. Avec la fondation du NPA, la LCR a abandonné explicitement trotskysme, révolution et communisme (qu'ils avaient déjà rejetés dans la pratique depuis plusieurs décennies), dans un rare élan d'honnêteté qui a exposé au grand jour à quel point ils sont imbibés du mythe bourgeois sur la « mort du communisme ». Ils ont aussi gravé dans le marbre de leurs « principes fondateurs » leur absence

Pour contacter la Ligue trotskyste

Paris

Le Bolchévik

BP 135 -10

75463 Paris Cedex 10

Tél : 01 42 08 01 49

e-mail : lfparis@hotmail.fr

Rouen

LTF, Centre 316,

82 rue Jeanne D'Arc

76003 Rouen

Tél : 02 35 73 74 47

Trotskyist League / Ligue trotskyste du Canada

Box 7198, Station A

Toronto ON M5W 1X8

tél. : (416) 593-4138

e-mail : spartcan@on.aibn.com

totale de scrupules à participer à un gouvernement bourgeois : « *Nous contribuerons à leur mise en œuvre [de mesures progressistes] si les électeurs nous en donnent la responsabilité.* » Lors des élections de 2007, Besancenot a clairement exprimé qu'il est prêt à intégrer un gouvernement bourgeois de coalition, à la « condition » qu'il s'autoproclame « anticapitaliste », déclarant que « *la LCR prendra ses responsabilités dans un tel gouvernement.* »

Au fil des décennies, la LCR a voté pour les candidats des différentes coalitions de front populaire, de Mitterrand à Royal en passant par Jospin. Aux élections municipales marseillaises de 2008 ils ont voté pour la liste socialiste, qui incorporait des politiciens du Modem de droite – ces mêmes socialistes qui viennent d'en appeler à l'Etat pour écraser la grève des dockers de Marseille ! Sachant que la LCR, son prédécesseur, avait voté pour Chirac en 2002 contre le fasciste Le Pen, on ne doit pas s'attendre à ce que le NPA hésite à voter pour un candidat PS, y compris le patron du FMI

Dominique Strauss-Kahn qui a ouvertement soutenu les attaques de Sarkozy contre les retraites.

LO, NPA et autres ont en commun quelque chose de fondamental : ils rejettent la Révolution russe d'octobre 1917 et la dictature du prolétariat. Tous ont soutenu les diverses forces contre-révolutionnaires qui ont détruit l'Union soviétique et les Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est à la fin des années 1980 et au début des années 1990, et ils ont ainsi contribué, dans la limite de leurs modestes ressources, à la victoire de la contre-révolution capitaliste. La classe ouvrière doit se réapproprier le marxisme et les leçons de la Révolution bolchévique. La Ligue communiste internationale, dont la LTF est la section française, représente la continuité programmatique du parti bolchévique de Lénine et Trotsky ; nous luttons pour construire le parti ouvrier révolutionnaire internationaliste indispensable pour la victoire des futurs soulèvements révolutionnaires du prolétariat.

– *Adapté de Workers Vanguard n° 968, 5 novembre*

Irlande...

Suite de la page 24

Les banques françaises et allemandes détiennent aussi beaucoup de dette irlandaise. Mais la vraie inquiétude concerne l'Espagne dont l'économie (sans parler du déficit) est considérablement plus grande que celles de la Grèce, de l'Irlande et du Portugal réunies et pourrait être tout simplement trop grande pour que l'UE puisse la renflouer. Si la crise s'étend au-delà de l'Irlande, cela pourrait remettre en question l'existence de la monnaie unique européenne.

Le renflouement des *banques* européennes est l'objectif principal des plans de sauvetage impérialistes de l'Irlande, de la Grèce et de tous les autres pays dont il est question. En Irlande, en Grande-Bretagne et dans l'ensemble de l'Europe, chaque gouvernement est déterminé à faire payer aux masses travailleuses une crise qui est causée par le système capitaliste lui-même. Les mesures d'austérité que les gouvernements sont en train d'essayer de faire passer incluent des coupes claires dans les salaires des travailleurs du secteur public, la réduction des retraites et l'augmentation des impôts, toutes choses qui frappent plus durement les plus pauvres. En Irlande et ailleurs, ceci inclut les travailleurs immigrés.

Pour une lutte de classe contre l'austérité capitaliste !

Le seul moyen de lutter contre ces attaques, c'est par une lutte de classe sans concession. Cette année, la classe ouvrière grecque a déjà mené plusieurs grèves d'une journée contre l'austérité. En septembre et en octobre, les syndicats français ont plusieurs fois paralysé le pays – notamment en bloquant les raffineries — en opposition à la loi visant à augmenter l'âge de la retraite. Et les syndicats espagnols et portugais ont organisé des grèves générales d'une journée contre les mesures d'austérité. Cependant, l'efficacité des luttes des travailleurs a été émolisée par la banqueroute politique des directions réformistes des travailleurs qui acceptent l'austérité capitaliste comme inéluctable tout en cherchant à atténuer les coups.

Ce qui est nécessaire, c'est de forger une direction révolutionnaire de la classe ouvrière basée sur la conception que le prolétariat et les vampires capitalistes n'ont aucun intérêt en commun : les travailleurs doivent se battre pour ce dont ils

ont besoin, et non pour ce que les patrons disent pouvoir se permettre. Au pouvoir capitaliste qui a mené l'Irlande au bord de la banqueroute, les travailleurs doivent dire : A bas le Plan national de redressement ! Mais pour mettre en branle la puissance sociale de la classe ouvrière organisée et forger une direction lutte de classe dans les syndicats, il faut mener une lutte politique contre la bureaucratie réformiste des syndicats et les dirigeants du Parti travailliste qui ont pris l'engagement de défendre les intérêts du capitalisme irlandais.

La servilité de la bureaucratie syndicale s'est manifestée début 2010, quand les dirigeants des principaux syndicats irlandais ont signé avec le gouvernement l'« accord de Croke Park », par lequel ils s'engageaient en fait à renoncer à la lutte de classe contre une série de réductions budgétaires déjà annoncées, et ce jusqu'en 2014. L'un des signataires, Jack O'Connor, dirigeant du Syndicat des personnels techniques, industriels et des services, a expliqué qu'il n'y avait aucune alternative. « *Supposons un instant que nous puissions gagner une bataille industrielle pour un meilleur accord – nous serions toujours confrontés au déficit* », déclarait-il au *Financial Times* de Londres (23 mai). L'accord de Croke Park est l'aboutissement d'années d'accords de « partenariat » traîtres qui ont maintenu les salaires des travailleurs à un bas niveau durant les années de boom afin de soutenir l'économie du « tigre celtique ». Il n'y a pas de partenariat entre le capital et le travail, dont les intérêts de classe sont inconciliables !

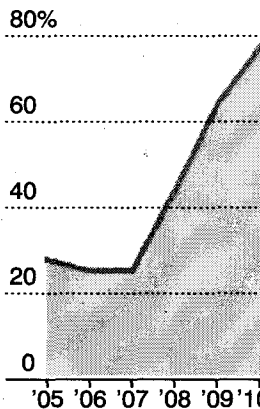
Lors d'une manifestation de masse organisée à l'appel du Congrès des syndicats irlandais (ICTU) le 27 novembre, O'Connor a été hué par les manifestants qui criaient « *Vendu !* » Le slogan de l'ICTU pour la manifestation était « *Il y a un meilleur moyen, plus juste* » ... de résoudre la crise capitaliste. Un des plus grands syndicats du pays, le Syndicat des électriciens et des techniciens, a appelé à une campagne de désobéissance civile « *si le gouvernement n'organise pas de nouvelles élections législatives* ». A la remorque du Parti travailliste et des dirigeants syndicaux, les groupes de gauche réformistes sont aussi en train de jeter leurs filets pour les élections législatives. Joe Higgins, député du Socialist Party au Parlement européen, a annoncé que son parti va s'associer avec ce qui reste du Socialist Workers Party (SWP) pour former la United Left Alliance (Alliance de la gauche unie – ULA). Higgins a été rejoint par Richard Boyd-Barrett, un conseiller municipal élu sur la liste « *People Before Profit*



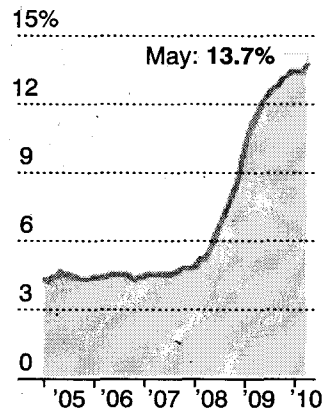
AP

Des fonctionnaires du FMI passent devant un mendiant en se rendant à une réunion de la Banque centrale d'Irlande, le 18 novembre. A droite : évolution de la dette publique (en pourcentage du PIB) et du taux de chômage.

DEBT
As a share of G.D.P.



IRISH UNEMPLOYMENT RATE
Seasonally adjusted



Graphique du New York Times

Alliance » [Alliance pour les gens avant les profits] conduite par le SWP.

Afin que personne ne pense que l'ULA représente une menace pour l'Etat capitaliste irlandais, Boyd-Barrett assurait dans une déclaration à l'*Irish Times* (26 novembre) que cette alliance était basée sur de « *simples principes de solidarité et de pouvoir populaire* », et qu'il ne s'agissait pas « *de parler d'extrémisme* ». Le SWP est tellement embourbé dans l'idéologie de la « mort du communisme » que même les réformistes invétérés du Socialist Party déplorent que le SWP ait argumenté que « *des politiques socialistes dissuaderont les gens de voter pour nos candidats ou de s'impliquer dans une alliance de gauche* » (*socialistparty.net*, 11 novembre).

Quant à la version du « socialisme » que propose le Socialist Party, elle n'est pas autre chose que du réformisme travailliste à l'ancienne, résumé aujourd'hui dans son appel à la nationalisation des banques (accompagné du mot d'ordre « *assez de plans de sauvetage* »). Même en laissant de côté le fait que les banques sont soit déjà nationalisées, partiellement nationalisées ou sur le point de l'être, ce n'est nullement une mesure « socialiste » mais simplement un plan pour essayer de remédier à la crise capitaliste. Loin de constituer une remise en cause de l'Etat capitaliste clérical irlandais, l'ULA ne sera rien d'autre qu'un auxiliaire du Parti travailliste.

Des élections législatives conduiront presque certainement à un gouvernement de coalition entre le Fine Gael, un parti bourgeois, et le Parti travailliste. En effet, on estime actuellement que le Parti travailliste attirera les voix des travailleurs qui votaient traditionnellement pour le Fianna Fail. Actuellement crédité par les sondages de 27 % des intentions de vote, contre 10-12 % habituellement, le rôle potentiel du Parti travailliste dans le prochain gouvernement sera particulièrement utile pour la classe capitaliste. En promettant de « *donner au peuple la direction nécessaire pour remettre ce pays sur la bonne voie, reconstruire l'économie et restaurer le moral de la nation* », le Parti travailliste est le mieux placé pour essayer de convaincre la classe ouvrière de baisser les bras et d'accepter l'austérité.

En Irlande, les gouvernements de « gauche » prennent la forme de « fronts populaires » – c'est-à-dire de coalitions entre les réformistes du Parti travailliste et des représentants

déclarés de la bourgeoisie. Les révolutionnaires sont inconditionnellement opposés à ce genre d'alliances qui enchaînent les travailleurs à l'ennemi de classe capitaliste. De même, nous sommes opposés à tout vote pour des partis bourgeois, y compris pour les nationalistes du Sinn Féin et les Verts.

Le Sinn Féin cherche lui-même à profiter du déclin du Fianna Fail. Le dirigeant du Sinn Féin Gerry Adams, un dirigeant de longue date du parti en Irlande du Nord [dominée par les protestants], se présente pour un siège au Dail au sud de la frontière. Martin McGuinness, du Sinn Féin, occupe le poste de premier ministre adjoint dans l'assemblée d'Irlande du Nord, où son parti a montré sa loyauté envers l'Etat orangiste protestant, y compris à sa force de police qui est tristement célèbre pour sa brutale répression de la minorité catholique opprimée. L'armée britannique maintient sur place une garnison de plusieurs milliers de soldats qui peuvent être appelés immédiatement pour porter « assistance » au Service de police d'Irlande du Nord/Police royale de l'Ulster. Nous disons : Tous les soldats britanniques et leurs bases hors d'Irlande du Nord immédiatement !

Le soutien du Sinn Féin à la répression contre les républicains irlandais dissidents en Irlande du Nord devrait plaire au gouvernement de Dublin, qui a mené la répression contre les républicains depuis la fondation de la république d'Irlande en 1921-1922. Le Sinn Féin et le Fianna Fail sont unis dans leur soutien au nationalisme catholique qui est vicieusement anti-femmes, anti-gens du voyage et anti-classe ouvrière. Le Sinn Féin a concocté son propre plan de redressement économique en promettant de réduire les dépenses. Ceci est une preuve supplémentaire de son engagement au service des banques, des patrons et de leur système capitaliste, qui est en train de ruiner les vies de la classe ouvrière.

Pour l'internationalisme prolétarien !

D'après l'économiste irlandais Morgan Kelly, près de 100 000 bénéficiaires de prêts hypothécaires vont se retrouver incapables d'honorer leurs emprunts dans la période qui vient : « *Les gens font l'impossible – ils ne payent pas d'autres factures. et empruntent de fortes sommes à leurs parents – afin de pouvoir rembourser leurs emprunts, à la fois parce qu'ils ont peur de perdre leur domicile et pour éviter la honte de reconnaître qu'ils sont ruinés* », explique-t-il (*Irish*

Times, 8 novembre). Il notait que la présence d'une équipe permanente « d'observateurs » de la Banque centrale européenne au Département des finances de Dublin (surnommés collectivement « les Allemands ») a provoqué un concert d'indignation nationaliste sur l'abandon à l'UE de la « souveraineté » de l'Irlande.

Le plan de sauvetage irlandais a aussi provoqué un déferlement de chauvinisme en Angleterre, au moins de la part des députés de l'aile droite du Parti conservateur. Cependant, la situation n'est pas dépourvue d'ironie. Notant que la « Grande-Bretagne lourdement endettée est en train d'emprunter presque 7 milliards de livres supplémentaires pour les prêter à une Irlande endettée de façon catastrophique », le journaliste Philip Stephens remarquait dans le *Financial Times* (22 novembre) que les opposants conservateurs à l'UE ne savaient pas s'ils devaient « savourer la crise de la zone euro ou réprimander David Cameron pour avoir contribué au plan de sauvetage irlandais ».

Le Premier Ministre britannique Cameron a essayé d'apaiser ses députés en prétendant que les 7 milliards de livres que le gouvernement a mis à la disposition de l'Irlande étaient juste de l'aide « pour un ami dans le besoin ». Pas exactement : le gouvernement capitaliste britannique est en train d'offrir à l'Irlande un prêt qui, s'il est accepté, devra être remboursé. C'est ce que le gouvernement britannique exige aujourd'hui de l'Islande qui a reçu un prêt de ce genre quand son système bancaire s'est effondré en 2008 et que l'économie a été précipitée dans la récession. A l'époque, le gouvernement travailliste britannique avait offert un prêt non par générosité mais parce que les banques islandaises détenaient d'énormes sommes appartenant à des investisseurs britanniques, y compris des municipalités. Les motivations de Cameron en ce qui concerne l'Irlande ne sont pas sans rapport avec le fait que l'économie britannique est en plein marasme et que les échanges commerciaux de la Grande-Bretagne avec l'Irlande excèdent ceux avec la Chine, l'Inde, le Brésil et la Russie réunis.

La classe ouvrière doit comprendre que le système capitaliste lui-même peut et doit être renversé par une révolution ouvrière. Une direction révolutionnaire lutterait pour une série de revendications transitoires faisant le lien entre les attaques actuelles contre la classe ouvrière et les pauvres et la conscience de la nécessité d'une révolution prolétarienne. Confrontée au chômage de masse, une direction lutte de classe dans les syndicats réclamerait le partage du temps de travail entre toutes les mains ouvrières, sans diminution des salaires. Contre la précarité de l'emploi, il est nécessaire d'éliminer les différences entre les travailleurs en CDD et en CDI, ce qui nécessite de lutter pour syndiquer les non-syndiqués. Dans l'intérêt des femmes, qui sont particulièrement opprimées sous l'Etat capitaliste clérical irlandais, nous réclamons le droit à l'avortement libre et gratuit et des crèches gratuites et de qualité ouvertes 24h sur 24. Contre le racisme de l'Etat bourgeois et sa politique de diviser pour régner, nous exigeons les **pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !**

Nous sommes implacablement opposés à l'UE, un bloc commercial impérialiste à l'intérieur duquel les grandes puissances impérialistes européennes coopèrent contre la classe ouvrière et les immigrés, ainsi que contre leurs rivaux impérialistes aux Etats-Unis et au Japon. A l'intérieur de l'UE, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne dominent les Etats-membres plus pauvres du « deuxième cercle », qui incluent les pays d'Europe de l'Est dévastés par la contre-

révolution capitaliste, laquelle a aussi détruit l'Union soviétique en 1991-1992. Aujourd'hui l'Europe de l'Est est utilisée comme un marché et comme une source de main-d'œuvre à bas prix et de matières premières par les grandes puissances de l'UE.

La monnaie unique européenne a permis à l'impérialisme allemand d'accroître sa compétitivité aux dépens des autres pays de la zone euro. Mais la monnaie unique, et l'UE elle-même, sont intrinsèquement instables, sujettes aux intérêts nationaux conflictuels des gouvernements capitalistes européens. Notre opposition prolétarienne et internationaliste à l'UE est à l'opposé de l'« euroscepticisme » réactionnaire et du chauvinisme qui sont un poison pour la lutte de classes, parce qu'ils servent à dresser les uns contre les autres les travailleurs selon des divisions nationales et qu'ils renforcent le racisme.

Les taux de croissance extraordinaires de l'Irlande pendant les années du « tigre celtique » étaient basés sur un impôt sur les sociétés extrêmement bas, un boom dans la construction et une bulle du marché immobilier. Les entreprises américaines ont profité non seulement d'un taux d'impôt sur les sociétés de 12,5 %, mais aussi d'une escroquerie connue sous le nom de « Double Irish ». Ceci n'est pas une double dose de whisky Jameson mais une méthode pour échapper même aux faibles taux d'imposition en déplaçant les profits dans et hors des filiales irlandaises. Cette méthode d'évasion fiscale était particulièrement appréciée par Facebook et Google.

La classe ouvrière irlandaise est maintenant victime du cycle boom-récession qui est inévitable sous le capitalisme. Ce qu'il faut comprendre, c'est que le seul moyen de sortir de cette crise est que les travailleurs d'Irlande – au Nord et au Sud – se joignent au prolétariat multiethnique de Grande-Bretagne, qui a une forte composante irlandaise, pour renverser l'ordre capitaliste dans toutes les îles britanniques. La classe ouvrière de Grande-Bretagne, qui doit actuellement affronter une énorme attaque sous la forme des réductions budgétaires du gouvernement libéral démocrate/conservateur, doit mener une lutte de classe pour défendre ses propres intérêts et forger une nouvelle direction révolutionnaire en opposition au réformisme travailliste.

En tant qu'internationalistes prolétariens, nous nous opposons vigoureusement au protectionnisme nationaliste et au chauvinisme anti-irlandais, qui s'exprime avec virulence dans le slogan « les emplois britanniques pour des travailleurs britanniques ». Notre programme pour une république ouvrière en Irlande, partie intégrante d'une fédération volontaire des républiques socialistes des îles britanniques, est basé sur la conviction que le sort de la classe ouvrière sur ces îles y est indissolublement lié. La révolution socialiste balayera le « Royaume-Uni » réactionnaire, le mini-Etat orangiste en Irlande du Nord, qui est de façon inhérente un instrument d'oppression contre la minorité catholique, et l'Etat clérical catholique au Sud. Notre tâche est de construire des partis léninistes-trotskyistes déterminés à lutter pour la révolution socialiste sur les deux rives de la mer d'Irlande – une partie essentielle de la lutte pour des Etats-Unis socialistes d'Europe. ■

Visitez le site web de la LCI
www.icl-fi.org

Le gouvernement de Dublin lance une attaque sauvage contre la classe ouvrière

L'Irlande ravagée par la crise économique européenne



Reuters

Dublin, 27 novembre : plus de 100 000 manifestants défilent contre les mesures d'austérité du gouvernement, liées au plan de sauvetage financier.

L'article ci-dessous, écrit par nos camarades de la Spartacist League/Britain, est traduit de Workers Vanguard n° 970, 3 décembre.

* * *

Confrontée à une crise financière dramatique qui menace d'engloutir d'autres pays européens, l'Irlande est en plein cauchemar économique. Avec des banques irlandaises exposées à des dettes massives dites « toxiques », le gouvernement de Dublin a été contraint de négocier un plan de sauvetage d'environ 85 milliards d'euros auprès du fonds d'urgence de l'Union européenne (UE). Avant même que les conditions du plan de sauvetage des banques aient été approuvées par la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international (FMI), le gouvernement irlandais a annoncé un plan brutal d'austérité visant à réduire de 15 milliards d'euros le budget (déjà considérablement amputé).

Le « Plan national de redressement » élaboré par le Taoiseach (Premier ministre) Brian Cowen, du parti Fianna Fail, représente l'attaque la plus sévère contre le niveau de vie des travailleurs dans toute l'histoire de l'Etat irlandais. Soutenu par le Parti vert, partenaire de Cowen dans la coalition gouvernementale, le plan inclut la suppression d'environ 25 000 emplois dans le secteur public, de fortes hausses des

impôts et des frais d'inscription des étudiants, de nouvelles réductions des prestations sociales et des salaires du secteur public ainsi qu'une réduction punitive d'un euro par heure du salaire minimum. Le budget doit être approuvé par le Dail (parlement) début décembre. Des élections législatives doivent suivre en janvier 2011, si le gouvernement n'est pas tombé d'ici là.

Néanmoins, le budget draconien de Dublin n'a pas suffi à calmer les marchés financiers, et les ventes massives de titres de dettes continue, ce qui entraîne l'explosion du coût des emprunts publics. La crise irlandaise arrive à peine six mois après le plan de sauvetage monstre de 110 milliards d'euros de l'UE pour la Grèce ; aujourd'hui, le Portugal et l'Espagne, fortement endettés, sont déjà rattrapés par la panique qui touche les marchés financiers européens, et des pays comme la Belgique sont aussi en grand danger. Les fonds destinés au sauvetage de l'Irlande vont servir à soutenir ses principaux créanciers, qui sont principalement des banques britanniques. Parmi celles-ci figurent la Royal Bank of Scotland et la Lloyds, qui toutes deux ont déjà été renflouées par les contribuables britanniques et qui, à elles deux, détiennent pour près de 80 milliards de livres [95 milliards d'euros] de dette irlandaise.

Suite page 21